

*Un travailleur raconte :
« Comment j'ai toujours cherché à penser
le sens de mon implication dans la société »*

Retrouver le travail

...malgré sa défiguration par l'exploitation

Christian Tirefort

Récits de ses engagements pratiques et théoriques

*La question pour moi était
la suivante : les travailleurs
travaillent-ils MALGRÉ
les conditions imposées
par la bourgeoisie,
ou À CAUSE de ces conditions ?*

Préface

Par Nicolas Wirz, oct. 2018.

Voici comment l'idée de cette publication est née. Cela vous permettra de mieux comprendre quel est selon nous l'enjeu de cette biographie d'un genre spécial.

Un jour lors d'une pause d'un séminaire sur les questions du travail, Christian racontait comment il a vécu la lutte qui permit aux typographes d'obtenir la réduction du temps hebdomadaire de travail à 40 heures (au lieu de 43 heures). 40 heures : une première en Suisse. C'était en 1977. Ce fut une histoire épique, menée et organisée sur deux années. Vous en lirez le récit. Et voilà : alors même que les typographes venaient d'obtenir la victoire, Christian nous raconta les pensées qui remuaient dans son for intérieur.

Il nous dit notamment :

« Bien sûr, passer moins de temps sous le joug des conditions capitalistes de travail, c'est bon à prendre. Mais quelque chose ne joue pas malgré tout. Le travail est toujours plus productif, pourquoi ne pas utiliser cette richesse existant dans le travail pour satisfaire des besoins qui sont encore loin d'être satisfaits pour tous ? Pourquoi en diminuer la quantité au lieu de le libérer de la dictature qu'il subit à chaque instant, et de l'orienter vers la production de ce qui améliore la vie des gens ? »

Je m'en souviens encore, entendre Christian parler ainsi me coupa le souffle. Comment, au moment même d'une victoire qui a eu un énorme retentissement dans toute la Suisse, un des acteurs qui a consacré tant de soins à en arriver là peut-il remettre en question l'essentiel même de toute la démarche, la réduction du temps de travail ?

Christian me mettait devant ce contraste qui me travaillait aussi depuis longtemps, qui nous travaille tous plus ou moins secrètement ou inconsciemment : il y a d'un côté ce que nous faisons effectivement dans la société, et de l'autre les questions que nous refoulons bien souvent, que nous osons à peine nous dire à nous-mêmes : quel est le sens de ce que nous faisons, le sens de notre travail pour la vie de la société ? Qu'est-ce que le travail ? Donnons-nous nous-mêmes sens à notre travail ? Ou ce sens nous est-il imposé, par-dessus nos têtes ? Comment penser notre travail, étant donné qu'il nous échappe, soumis partout à une hiérarchie insaisissable ? Que signifie le « marché du travail » ? Du moment que nous avons « vendu notre force de travail », le travail n'est-il plus notre affaire, notre activité propre ? Comment nous sortir de cet imbroglio de questions compliquées ?

Telles sont les interrogations qui traversent toute cette biographie.

J'ai alors dit à Christian : il faut raconter ça. Raconter comment dans toute ta vie le processus de construction des idées a été sans cesse intimement guidé par les interrogations venues des rapports sociaux conflictuels que tu vivais. Une sorte de biographie intérieure, mais inscrite dans les luttes sociales !

C'est ainsi qu'au cours d'une vingtaine d'entretiens Christian nous a fait partager cette histoire que vous allez lire, et que je n'hésite pas à qualifier de fabuleuse. Heureusement une femme nous a rejoints, Monique Jäggi, et nous avons été deux pour jouer le rôle d'interlocuteurs de Christian, écrire ce qu'il nous a raconté, avant que vous, lecteur.es, ne deveniez aujourd'hui interlocuteur.es de Christian.

* * *

Christian Tirefort nous raconte une histoire, son histoire.

Elle donne à penser. Il ne songe pas du tout à attirer notre attention sur lui-même, mais sur les questions qu'il s'est posées. Il ose penser que ce sont aussi les nôtres.

Christian nous raconte son effort quotidien pour comprendre le sens des relations sociales au sein desquelles il vit et travaille. Impossible pour lui de lâcher l'idée que son travail, c'est son activité

vivante, son activité à lui, c'est ce qui le met en relation avec les autres membres de la société.

Il a osé s'avouer que les explications sur le sens du travail qu'il entendait de ses camarades ne tenaient pas la route pour lui.

Alors il s'est lancé tout seul à tenter de comprendre, à démêler l'écheveau idéologique qui emprisonnait son activité de travailleur. Il nous raconte son cheminement. Cheminement intérieur : il nous donne à voir les impasses théoriques dans lesquelles il s'est débattu pour se construire lui-même.

Mais cheminement extérieur aussi : c'est au sein des luttes des travailleurs qu'il a éduqué sa pensée. Tout d'abord comme typographe (dès son apprentissage en 1957), puis comme responsable syndical non rétribué (jusqu'en 1989), et finalement comme Président suisse du Syndicat du Livre et du Papier.

Le récit comporte deux parties

Dans la première, Christian raconte comment sa participation aux luttes des travailleur.es l'a conduit à constater la faillite des visions tant sociale-démocrates que gauchistes, et à forger peu à peu d'autres concepts.

Dans la deuxième partie, il raconte son parcours intérieur : ses tâtonnements, comment il a dû peu à peu s'arracher aux concepts qui colonisaient sa pensée. Un chemin semé parfois d'intuitions fulgurantes, mais aussi de longues hésitations. Sans cesse le cheminement « normal » de sa pensée était dérangé. Insécurité. Chemin purement intérieur, invisible. Il a dû forger les mots pour le dire, déjà à lui-même. Ce chambardement constant l'a souvent enfermé dans une vraie solitude. Il ne pouvait encore partager ses pensées dans son milieu « naturel », la militance de gauche. Ce qui compte, c'est penser. Voir cela comme une activité. Cette activité est en elle-même créatrice. Cela, il nous le donne à voir dans son récit ; et c'est aussi à cette activité que Christian nous invite. Comme il le dit lui-même, la lecture n'a pas pour but de s'approprier des pensées prêtes à l'emploi.

En nous racontant ce dialogue vivant et turbulent avec lui-même, ce qui l'intéresse ce n'est pas la capacité du lecteur de se servir sur le « marché des pensées ». C'est plutôt une invitation à

coopérer dans la recherche de concepts capables de nous libérer des caquetages qu'on entend tous les jours se répéter dans les poulaillers du capitalisme.

Son récit vise à rendre visible son travail invisible.

On croit trop souvent que les conceptions justes sont à « trouver ». Comme si elles préexistaient déjà comme des objets finis dans le ciel des Idées, ou encore pour ou contre les théories de Marx.

Il suffirait alors de s'approprier ces idées ! Ce qui est bien entendu réservé à une élite capable de s'y retrouver. Dans cette optique on voit défiler des pensées, mais l'activité de leur construction est complètement ignorée.

Cette croyance, qu'il existe une sorte de marché des idées vues comme des produits finis de la pensée, est tout à fait conforme au capitalisme. L'activité des travailleurs n'est pour le capitalisme qu'un passage obligé vers le produit fini, vers la marchandise. L'activité des travailleurs eux-mêmes est rendue invisible, on ne voit plus que la valorisation des produits finis, des marchandises.

C'est le fonctionnement du capital. Du coup les travailleurs comme auteurs de leur travail sont ignorés. Ils ne se voient plus en tant que producteurs, ils ne perçoivent les relations sociales que de manière déformée et tronquée. Non pas comme échange de leur travail contre le travail des autres, comme échange vivant des activités, échange social, mais comme « échanges » des choses produites. Les relations sociales de production sont réduites à des échanges entre choses. (Marx).

De même il existe un « marché des idées », celles-ci sont apportées comme des produits finis dans les débats. Sur ce marché chacun essaie de « vendre » ses propres conceptions, comme en concurrence avec les « offres » des autres. La responsabilité des « consommateurs d'idées » se réduit alors à bien trier les produits finis qui lui sont présentés, cela dès l'école, puis dans les médias, les livres, les meetings politiques.

L'idée que les pensées se forgent dans un lent processus de travail, tout comme le fer se forge dans les ateliers, où chacun coopère avec les autres, cette idée est escamotée, elle disparaît des esprits.

Chacun, bien sûr, est quand même convaincu d'« avoir » des opinions qui lui sont propres.

Mais il faut se poser la question : ne s'agit-il pas seulement de la conviction d'avoir bien su remplir son panier sur le marché des idées ? Ne s'agit-il pas seulement de la fierté trompeuse d'avoir su trier tant bien que mal sur les étagères ?

C'est un récit que vous allez lire : donnez du temps au conteur ! Christian vous raconte son cheminement théorique, sans le tronquer. Le lecteur est invité à parcourir les chemins singuliers d'une personne singulière. Bien sûr, Christian a ses qualités et ses défauts personnels. Ce n'est pas cela qui compte. Jouez le jeu de la rencontre avec une personne qui ne parle d'elle-même que pour vous dire quelque chose ! Essayez de comprendre son cheminement, cela peut vous aider à comprendre le vôtre.

Prenez le temps nécessaire pour véritablement vous demander si le conteur renouvelle vos propres regards. De nos jours, prendre le temps, donner du soin à construire ses pensées, c'est peu à la mode. Chacun est censé s'exprimer en cinq minutes d'antenne, chacun est sommé, surtout en politique, de toujours avoir déjà une opinion sur tout, sous peine de perdre la face. Ce récit est un appel à vous accorder une liberté : celle de véritablement vous demander pourquoi, depuis plus de trente ans, nos façons de penser le fonctionnement social nous mènent soit à des échecs politiques répétés, soit au retrait individuel dans le scepticisme.

Voilà à quoi nous invite le récit que vous allez lire maintenant.

Nicolas Wirz

CHAPITRE I

Evènements significatifs

Enfance

Je suis né en 1943, en Valais. Deuxième enfant d'une mère femme de ménage, deuxième bâtard. Comme celui de ma grande sœur, mon père était « inconnu ».

Ma mère s'est ensuite mariée, nous nous sommes subitement retrouvé six enfants logeant dans une sorte de mayen. Nous dormions tous, adultes et enfants dans la même pièce. Lorsque le bruit courut que ma sœur et moi étions de pères inconnus, ma mère ne put plus aller au village, ne serait-ce que pour faire les courses, elle se faisait lapider. Finalement j'étais le seul à pouvoir aller faire les courses, cela parce que j'étais le plus petit, et qu'un voisin, un vieil homme nommé Pierre, me protégeait.

J'ai été très vite confronté au sentiment d'être méprisé, bien sûr à cause de mes origines sociales, mais aussi parce que très souvent on refusait de me servir au magasin. Ce n'est que plus tard que j'ai compris pourquoi : notre ardoise devenait trop lourde.

De cette période la phrase « tu peux déjà être content d'être nourri et logé » reste gravée dans ma tête. Pour manger nous étions souvent dépendants de divers dons. Depuis, je hais les rapports de charité, je revendique les droits que chaque être humain devrait posséder.

Lorsqu'elle se sépara de mon beau-père, qui la battait régulièrement, ma mère, vivant seule, ne put plus subvenir à nos besoins, une deuxième petite sœur venait de naître. Ma grande sœur et moi fûmes placés dans un internat subventionné par l'Etat, à Romainmôtier, dans le canton de Vaud. J'avais alors 7 ans, je quittais la vraie misère pour retrouver un autre enfer, celui de l'injustice.

Ma première révolte

Je me suis souvent demandé quelles ont été mes premières démarches pratiques sur le chemin de ma vie politique. J'avais environ 10 ans au moment des faits que je vais raconter. Ils montrent comment une pratique s'affirme spontanément, cela bien avant l'âge de la conscience pensée, ou réfléchie.

Nous étions une dizaine d'enfants dans cet internat. Tante Yvonne était la directrice. Nous devions appeler sa mère grand-maman, et son père, grand-papa. Aux repas les adultes trônaient à un bout de table, tandis que nous nous entassions à l'autre bout. Il y avait quasiment toujours un menu enfant et un menu adulte. Ce dernier était constitué de copieux morceaux de viande, tandis que les enfants devaient se contenter de pommes de terre à l'eau, de légumes, et éventuellement d'un peu de sauce de la viande servie aux adultes. Nous n'avions droit qu'à une portion, tandis qu'on voyait les adultes se servir jusqu'à satiété. Au petit-déjeuner les adultes avaient du beurre, de la confiture et du pain blanc, et nous du pain noir, un bol de thé ou de café au lait ; le dimanche un peu de confiture, mais seulement si nous avions été sage toute la semaine. Nous ne mangions jamais à notre faim. Souvent, le dimanche soir, le menu était une boîte de sardines divisée entre les dix enfants, cela avec un morceau de pain, tandis que les adultes mangeaient jusqu'à satiété.

Tout le village voyait cette situation, mais il faisait comme s'il ne la connaissait pas.

Au fond de moi cette inégalité ne passait pas. Dans « ma famille » nous ne mangions pas toujours à notre faim, mais ma mère se privait visiblement pour que les enfants aient plus, et tout le monde mangeait ce qui provenait de la même casserole. Je n'étais alors pas conscient de la différence, mais à la première occasion j'ai spontanément passé du constat diffus de l'injustice au refus pratique.

Cela s'est passé comme suit : un jour, au repas de midi, un des enfants, Edgar, le plus chétif, eut l'audace de redemander à manger et de tendre son assiette pour être servi. Il s'est heurté à un refus catégorique : « chacun est nourri selon son mérite » dit la directrice.

Alors, je n'ai pas pu m'empêcher de dire : « Mais, tante Yvonne, toi tu t'es servie déjà deux fois ! »

Pour cette insolence elle me consigne dans ma chambre, au premier étage. Je refuse d'y aller. Les trois « éducateurs », tante Yvonne, grand-mère et grand-père se liguent pour m'y emmener de force.

Je m'agrippe à la rampe d'escalier. Ils me donnent des coups de pied, j'en reçois un dans « les parties ». Je réagis en me tordant de douleur. Ils reculent, stupéfaits. Voyant cela, je fais comme si la douleur ne me lâchait pas. Je me tenais entre les jambes et claudiquais. L'heure d'aller à l'école était arrivée. Je poussai la comédie jusqu'à mon arrivée en classe.

Les autres enfants étaient tétanisés, certains semblaient même me reprocher mon attitude, je le voyais dans leurs yeux, un mélange de reproches et de peur. Il fallut plusieurs jours pour qu'ils osent m'adresser publiquement la parole.

Ma sœur était en état de choc. Elle d'habitude timide, douce et conciliante s'est débrouillée pour trouver une carte postale et un timbre pour avertir notre mère. Elle lui écrivit ce qui suit : « Viens nous chercher, autrement on n'est pas sûr de rester en vie. » Notre mère avertit notre tuteur, elle le menaça d'aller elle-même à la protection de l'enfance pour exiger une enquête.

Un jeune inspecteur vint à l'internat quelques jours plus tard, pour enquêter. Ce n'est qu'alors qu'une sorte de jubilation intérieure me saisit, bien qu'elle m'ait coûté 15 jours d'isolement – mes camarades de l'internat me prenant pour un zombie – ma révolte avait servi.

La venue de l'inspecteur et l'enquête qu'il mena montrèrent que la conception de l'Assistance évoluait. Les conquêtes sociales de l'après-guerre faisaient leur chemin : la charité laissait la place au droit et à la justice sociale. Le sens du droit et de la justice m'avait mu, sans que je le sache. Je voyais les trente poules que nous nourrissions et qui pondaient régulièrement, et nous n'avions pas le droit de manger un œuf lorsque nous avions faim !

Tante Yvonne voulut participer aux entretiens entre l'inspecteur et les enfants, mais il s'y opposa. Cela mit les enfants en confiance : « Tu peux parler sans crainte, tout cela restera entre nous » assura-t-il. Les langues se délièrent une à une, apparemment au village aussi.

Deux camps opposés apparurent alors. Les enfants ont commencé à se parler entre eux. Je n'étais plus considéré comme un pestiféré, tandis qu'en face, dans le camp de la direction, nous sentîmes très bien la peur sourdre.

Quelques semaines plus tard, nous avions un nouveau directeur. Tout changea. Désormais tout le monde mangeait la même chose. Je me souviens qu'une corbeille de pain trônait au milieu de la table et chacun pouvait s'y servir jusqu'à satiété. Je vois encore certains des enfants hésitant avant de se servir, puis s'enhardissant.

Quant à moi, j'ai très vite été transféré dans un autre internat. Il ne fallait pas que je profite de la victoire. Les temps changeaient, mais toute remise en cause de l'autorité restait inacceptable.

Ma première révolte avait eu un résultat inespéré ! L'action avait eu un effet utile. Cela m'a marqué pour la vie : je me suis dès lors toujours engagé dans des actions en les liant au résultat pratique possible.

Ce n'est que bien des années plus tard que j'ai eu conscience que ma révolte était en fait un acte politique.

Tu seras typographe

A 11 ans, je me suis retrouvé dans un autre internat, à Gingins.

Je lisais beaucoup. Les instituteurs étaient persuadés que je continuerais des études, la filière normale : Secondaire, Supérieur et Uni. Mon tuteur, un membre d'une secte, les darbystes, n'était pas de cet avis. Pour lui j'étais né pauvre, Dieu l'avait voulu, je devais assumer mon destin, un apprentissage suffirait, je n'avais pas besoin d'autre chose que l'école primaire, pas question de m'envoyer au Collège : « On ne peut pas faire payer ça à l'Etat ! » Mon tuteur n'avait pas intégré les évolutions, pour lui le rapport de classe était une évidence, chacun devait rester à sa place.

« Quel métier te plairait ? » me demanda un jour mon tuteur. Cela m'était égal. « Maçon » répondis-je, au hasard. Je ne détestais pas les travaux lourds. Il m'a répondu : « Tu es doué pour lire et écrire, tu seras compositeur typographe ».

Je me retrouvai en apprentissage, à Grandson, à quatorze ans et demi. Mon cursus scolaire avait débuté vers 8 ans, il se termina à 14 ans.

Ma paie d'apprenti, environ 200 francs par mois, servait à payer la famille qui m'hébergeait. Au début on m'alloua grassement 2 francs par semaine d'argent de poche. Le patron me fit passer de 2 à 5 francs par semaine grâce à des heures supplémentaires, 3 francs pour 4 heures quasiment chaque samedi matin.

Je m'aperçus vite que l'argent change profondément les relations avec autrui. Je n'avais jusqu'alors jamais vécu d'autres rapports que celui de l'Assistance publique, où on me faisait bien sentir qu'être aidé, c'est de la pitié et de la charité. J'étais relégué parmi « ceux d'en bas ».

Tous les soirs de la semaine, je me retirais dans ma chambre, pour lire. Je n'avais rien d'autre à faire ! Le week-end je partais à Lausanne, chez ma mère. Le train était trop cher, je m'y rendais à bicyclette, 35 kilomètres. La pauvreté est comme une prophétie autoréalisatrice qui pèse sur vous, l'impression de n'être admis dans certains cercles que par tolérance pesait sur moi.

Le poids de la dépendance matérielle est énorme dans les rapports aux autres. C'est là que se marque l'inégalité. Le week-end à Lausanne, je pénétrais pour la première fois un cercle non seulement tolérant, mais qui acceptait les différences comme une quasi-richesse. Là, j'apparus comme étant moi-même, et l'autre comme étant lui-même. Le cercle appartenait à une mouvance anarchisante. Je fis mes premières armes politiques.

20 ans, enfin je crois pouvoir choisir mon destin

Je dus attendre mes 20 ans pour être enfin libéré de mon tuteur. Je tentai d'entrer dans une école d'éducateurs. Les tests d'entrée s'avérèrent négatifs, ils concluaient à une « faiblesse psychologique ». Sans doute étais-je trop rebelle ?

J'ai alors suivi des cours du soir pour obtenir un certificat de maturité. Je constatai vite que ces cours ne m'intéressaient pas, j'apprenais mieux et plus hors des filières scolaires.

L'école de recrues

C'est à l'école de recrue que je franchis une étape importante de ma politisation. A l'armée, les différences de classe semblent momentanément abolies. On voit les individus tels qu'ils sont. Je venais

de finir mon apprentissage, et la solde de l'armée, 2 francs par jour plus l'argent de la caisse de compensation, m'apparaissaient inépuisables. Et surtout, cette capacité matérielle me permettait de m'intégrer en m'autorisant les mêmes dépenses que les autres. Mon statut d'enfant de l'assistance publique ne me collait plus à la peau.

La discipline militaire m'en parut encore plus insupportable. Je la perturbais instinctivement. Rapidement un groupe d'opposants se reconnut et se constitua. Une des idées qui faisait l'unanimité est qu'il n'y a pas d'officier intelligent. L'appréciation que c'était plus une affaire de système que de personnes prédominait. C'est la hiérarchie dans toute sa stupidité que nous visions.

Au-delà de notre groupe, qui s'y opposait ouvertement, la majorité des recrues n'aimait pas l'armée, cependant sans s'y opposer. Ils pensaient que la bêtise des officiers gâtait tout, mais qu'elle pouvait être amoindrie. Pour la première fois je théorisisai quelque chose sur un plan politique : cette majorité était à la fois réformiste et inopérante ; elle se contentait de geindre contre les « exagérations ».

C'est dans les petits affrontements quotidiens avec la hiérarchie militaire que j'ai commencé à prendre conscience de ma capacité de mener un groupe... et du pouvoir que cela donnait.

L'armée est une machine de propagande politique. Elle assène des certitudes et les simule dans la pratique : « Ce sont toujours les Rouges qui attaquent, nous on se défend ». Aucune discussion n'est possible. Ces certitudes s'incrument dans les têtes, elles remplacent les idées. Celles-ci ne peuvent se forger que dans la discussion ouverte. L'armée me parut être un univers totalitaire.

Mes débuts d'ouvrier

Première paie ! Ce fut pour moi un moment charnière. Certes, j'étais content de recevoir d'un coup autant d'argent que j'en recevais auparavant pendant un an. Content aussi que ma mère soit délivrée de l'essentiel de ses soucis matériels. Je réalisai aussi à quel point le poids de la dépendance matérielle influe sur le comportement social. Je l'aidai au mieux.

J'ai tout de suite été confronté au syndicat, le lendemain de ma première paie le percepteur compétent venant d'Yverdon se présenta

pour me syndiquer. J'obtempérai sans hésitation. Je n'avais pas pu le faire en tant qu'apprenti, mon tuteur s'y refusait.

Mais une fois éloignées la dépendance et la précarité matérielle dans laquelle j'avais toujours été, je me suis retrouvé devant un vide de sens abyssal : « 45 ans comme ça, ma vie n'a aucun sens ! » me disais-je. Cela n'avait rien à voir avec mon métier, j'aimais plutôt travailler, mais quel est le sens de mon travail ?

Maintenant encore je ne le comprends pas vraiment : ce mécanisme dans la tête qui donne un profond sentiment d'insatisfaction, alors même que les besoins matériels sont satisfaits.

Plus même : lorsque je manquais de tout, je n'avais pas conscience d'un tel vide. Ma situation matérielle était enfin assurée par un salaire que je ne m'étais jamais imaginé, qu'avais-je donc à être mécontent ? Pourquoi choisir ce moment pour m'apercevoir que ma vie était vide de sens ? J'avais le sentiment que mes capacités étaient sous-utilisées ! Je tentai de combler le vide, le soir, après le travail, en fuyant dans la lecture et dans l'écriture.

J'étais là, mais pas comme les autres. C'était le problème. Je me sentais déconnecté, l'écart entre l'activité grâce à laquelle je gagnais ma vie et ce qui m'intéressait était trop grand.

C'est de ce vide que jaillit ce qui, peu à peu, m'a construit comme animal politique.

Après avoir travaillé deux mois à Grandson comme ouvrier, j'ai eu le sentiment d'avoir assez d'argent pour partir en voyage à travers l'Europe, plus de deux mois d'auto-stop avec des compagnes et des compagnons de hasard. Cela ne m'apporta pas grand-chose, c'était plus une fuite qu'autre chose, voir le large avant le service militaire que je pressentais comme un enfermement.

Après mon école de recrue, j'atterris dans une imprimerie à Berne. Mes logeurs n'acceptaient pas de visite féminine dans la chambre que je leur louais. J'ai alors donné mon sac, tant à l'imprimerie qu'à ma logeuse.

J'ai tout de suite reçu plusieurs offres d'emploi, à des salaires encore plus élevés. A cette époque le plein emploi régnait, les patrons s'arrachaient les travailleurs qualifiés, et leur organisation tenait une sorte de bourse de l'emploi. C'est par ce biais qu'ils avaient été avertis que j'étais libre.

Je me suis engagé au Journal de Genève, mon salaire doublé, voire triplé. A Berne je gagnais 800 francs par mois, à peu près le minimum contractuel, au Journal de Genève j'ai été engagé à 1.100 francs, puis à 2.200 francs lorsque je passai au travail de nuit

J'ai pris un travail de nuit parce que cela m'arrangeait, cela me donnait l'impression d'avoir plus de temps pour moi, pour lire et écrire. Je lisais beaucoup : Sartre, surtout ses romans, Camus. Je n'étais pas vraiment satisfait de ce que j'y trouvais. Balzac, Hugo, Stendhal m'intéressaient beaucoup plus, avec eux je traçais des fresques historiques dans ma tête.

Travaillant la nuit, je me posais la question de faire éventuellement des études. Mais l'ennui des longues heures passées sur les bancs d'école était encore trop présent dans ma tête.

J'ai vécu ainsi pendant 2-3 ans avec une sensation de vide intérieur, jusqu'au moment où mes collègues de travail me propulsèrent à des responsabilités syndicales. « Il nous faut un délégué » dirent-ils. J'acceptai alors un poste de responsable du groupe jeunesse.

Ce fut le début d'une longue aventure.

Ma condition d'ouvrier thématisée

Je sentais bien que mes choix étaient plombés par le fait d'être obligé de gagner ma vie dans les conditions imposées par les capitalistes. Mais cela, je ne l'ai vraiment théorisé que 40 ans plus tard.

Il y avait un conflit entre l'emploi et le travail. L'emploi, c'est le présent, il est « offert » par les capitalistes ; le travail, c'était pour moi autre chose : c'est ce que j'accomplissais comme travailleur. L'emploi capitaliste était pour moi mutilant. Je le sentais comme un empiètement sur ma liberté. J'entendais qu'ici on est libre, par opposition à ce qui se passe en URSS.

Je ne donnais donc pas le même sens au mot « liberté » !

Malgré son caractère d'emploi capitaliste, mon travail me procurait une marge de manœuvre : je pouvais choisir ce que je faisais après le travail, ce n'était pas rien.

Tout ce que je me suis efforcé de penser clairement par la suite était déjà contenu dans le dilemme que je ressentais alors. Aujourd'hui je le vois clairement : chez Marx le travail est pensé

comme accessoire au capital : parmi les moyens de production sociale il y a les machines, ça, c'est le capital, c'est ça qui compte, et les travailleurs paraissent être un mal nécessaire. C'est la machine qui est productive, tu gagnes ta vie grâce à elle, et elle appartient au capitaliste, « au patron » disait-on, toi-même tu es un accessoire toujours trop coûteux.

J'ai plus tard vu que Marx avait commencé à étudier le travail, mais à un moment donné il dévia sur l'étude du capital. Celle-ci était certes très utile, mais dès qu'il tomba dans une sorte de « parti pris matérialiste », elle perdit de son caractère corrosif. Marx abandonna alors ses analyses partant du travail pour ne se consacrer qu'à l'étude du capital. Là le travail n'est plus qu'un élément du capital, c'est bien ce qui se passe concrètement. Marx ne disait rien du travail comme je le vivais, comme je le ressentais. Tout cela était relégué dans le domaine de l'après-révolution, des rêves. Marx consacra ainsi toute la fin de sa vie à étudier ce qu'il fallait abandonner, la soumission au capital. Mais pas ce qu'il fallait construire, l'autonomie du travail.

J'ai très tôt pensé que la solution était à chercher dans le travail lui-même, et qu'il ne fallait pas le fuir. Mais à mes débuts de syndicaliste je suis longtemps resté captif du milieu ambiant. La lourdeur des rapports de travail capitalistes ne m'aidait pas à dépasser l'aversion pour le travail. Cette aversion me rendait encore difficile de bien penser à l'autre aspect, positif, celui-là : le fait de travailler me donnait une place dans la coopération sociale.

Je ne m'opposai donc pas aux autres travailleurs, eux aussi fortement attirés par les revendications leur permettant d'échapper au travail. Pour eux, il n'était qu'un moyen de gagner leur vie, rien d'autre, et ce moyen n'existait que dans les conditions capitalistes. Ce sont ces conditions qu'il fallait améliorer. L'idée de les remettre en question n'existait pas. C'est que « malgré ces mauvaises conditions », la plupart aimaient travailler !

Ce nœud de problèmes alimentait mes réflexions sur le travail. « Qu'est-ce qui enclenche le processus appelé travail ? » était une question pour moi récurrente. Je ne la formulais pas aussi clairement, mais elle hantait mes réflexions.

Aujourd'hui je le vois bien, je thématise certaines questions, mais je ne réussissais pas encore à les théoriser.

La pensée des travailleurs en restait souvent à l'énoncé du thème : « il y a un problème. Mais la théorisation, l'explication des causes du problème, cela restait l'apanage des formateurs de la pensée dominante. L'appel aux spécialistes, à ceux qui savent, évacuait le problème. Tout le monde était friand de leur savoir ; résultat, personne ne réfléchissait plus par lui-même, tous consommaient le plat servi par les spécialistes

C'est au bistrot, surtout après les réunions syndicales, que les discussions théoriques s'animaient. Nous discussions parfois jusqu'au petit matin. « Sans les capitalistes pas de travail » disaient les ouvriers. Je butais souvent sur cette problématique, sans jamais la résoudre.

J'essayais souvent d'expliquer la mécanique de l'exploitation capitaliste, en vain, je me heurtais à un mur. « C'est comme cela et ce sera toujours comme ça » disaient les travailleurs.

« Ils ne comprennent rien » pensai-je.

Mais dans le fond je sentais que mes explications étaient encore trop souvent oiseuses.

« C'est de la théorie » me disait-on. Pour les travailleurs, la théorie, c'était ce qu'on n'arrivait pas à expliquer. Mais les conversations s'animaient dès qu'il était question de la mise en œuvre concrète du travail, du rôle du patron. Un fort besoin d'utopie, de rêve, surgissait alors. L'exemple de l'URSS venait souvent sur le tapis, le modèle était cependant largement refusé. « On ne veut pas que l'Etat soit omniprésent dans nos vies » disaient-ils. Comme il n'y avait pas d'autre modèle crédible, tout le monde se rabattait sur le syndicalisme, lui au moins améliorerait le menu quotidien.

L'utopie sourdait lorsqu'on discutait d'un autre rapport au travail. Celui-ci ressemblait beaucoup au salariat, mais sans la lourde hiérarchie qui le mettait en œuvre, un rapport libéré des chefs. Pourtant personne ne niait la discipline. Tout le monde était conscient que sa part devait être faite.

Les tire-au-flanc étaient toujours mal vus. « Ils engendrent la nécessité des chefs. Si tout le monde s'y mettait, tout s'emboîterait. Le travail bâclé, ça se voit très vite dans son produit » disait-on.

Les discussions dites « philosophiques » avaient souvent lieu au bistrot. C'est là que j'ai appris à « entendre » ce qu'il y a derrière les conversations.

Les patrons « éclairés » philosophaient volontiers sur le salariat : « Ton travail te donne une liberté, celle de déterminer les choix de production par ce que tu consommes, mais l'efficacité productive est nécessaire, c'est ce que nous garantissons en déterminant les conditions concrètes du travail ».

Ce raisonnement me paraissait imparable, en tout cas moins oiseux que les théories sur l'abolition du salariat.

Autre question, celle du principe de la mutualité : la mise en commun des risques. Les travailleurs étaient très conscients que ces risques existaient, et qu'accumuler individuellement les moyens d'y parer était impossible. Tous avaient la volonté de ne pas tomber à la charge des autres, par conséquent d'acquérir des droits plutôt que dépendre de la charité. C'était une question de dignité. Ces structures d'auto-organisation étaient souvent critiquées par l'extrême gauche. Une tendance manichéiste faisait voir tout ce qui n'est pas révolutionnaire comme étant capitaliste.

Cet a priori nous a fait rater quelque chose d'énorme, je ne l'ai compris que bien des années plus tard : le travail produit un surplus au-delà de ce qui est socialement nécessaire pour que les travailleurs puissent survivre. Ce surplus est accaparé par le profit capitaliste. Le système de mutualisation est une façon pour les travailleurs de s'approprier une partie du surplus aux dépens des profits privés des capitalistes.

Les premières institutions mutuelles ont été financées et autogérées par les travailleurs, c'est souvent ce qui constitua la base des syndicats. Il est piquant de voir que les toutes premières mutuelles, déjà au 19e siècle, ont concerné les frais d'enterrement. Leur fonction était de garantir le droit à un enterrement digne. On était très loin de l'idée dominante : les travailleurs seraient des matérialistes consuméristes.

Les préoccupations principales de l'après-guerre étaient le développement des institutions mutuelles en cas de chômage, de maladie, de vieillesse et d'invalidité. Une forme de « salaire social » prenait vie avec elles. C'était une stratégie collective et solidaire,

quasiment instinctive chez les travailleurs. En tant que gauchiste, je la raillais parfois, mais elle était incontournable, « ce n'est qu'une façon de s'installer dans le système, au lieu de le révolutionner ».

Le groupe des jeunes

J'ai accepté ma première fonction syndicale à la fois parce que j'y étais poussé par mes collègues de travail et parce que le syndicat me l'a demandé. Je ne me serais pas spontanément présenté, je préférerais m'adonner aux plaisirs de la lecture. J'avais 24 ans, j'étais jeune, on me confia le groupe des jeunes.

Il existait autour de deux objectifs : premièrement la formation : cela se résumait à mieux connaître la profession, à des visites d'entreprises, à la mise sur pied de journées de perfectionnement professionnel, etc. ; deuxièmement, les loisirs : je me rendis vite compte qu'il n'y avait rien à chercher sur ce plan.

Une quarantaine de jeunes venaient régulièrement aux réunions. Il y avait un véritable besoin de discuter. La conception syndicale de l'animation d'un tel groupe était plutôt dirigiste. Très vite j'ai senti qu'il fallait introduire une bonne dose d'autogestion. J'ai alors proposé aux jeunes de redéfinir nos activités. La question posée n'était pas de choisir des activités, comme à l'étalage, mais de déterminer ce que le groupement devait être, à quoi il devait servir.

A ma grande surprise, les activités de loisir ou de perfectionnement professionnel n'intéressaient que très peu, alors que les questions syndicales soulevaient des discussions nourries.

Les questions les plus récurrentes étaient : à quoi sert le syndicat ? Pourquoi se laisse-t-il paralyser par la paix du travail ? Comment décoincer le syndicat monopolisé et noyauté par des vieux zombies ?

Les apprentis étaient déjà très conscients qu'ils allaient occuper le chaînon central de la société, celui du travail productif. Ils avaient une sorte de rejet quasi instinctif de la social-démocratie, qu'ils ressentaient comme partie prenante du pouvoir. Ils sentaient bien que tout était fait pour que personne n'échappe au moule. Tout cela sortit lentement, surtout lorsqu'ils furent assurés que je ne désirais pas les former, mais que je voulais me former avec eux.

Cette responsabilité du groupe qui, au départ, n'était pas désirée, finit par être pour moi un véritable creuset qui ouvrait d'autres perspectives, tant philosophiques que politiques. J'acquis là une place d'autorité politique naturelle. Ma capacité de coaliser se manifesta, bien réelle, elle se traduisit souvent par des choix clairs. Mon choix fut rapide : soit je vais avec les plus décidés, soit je choisis une activité tolérable pour tous, mais sans incidence sur la vraie vie. Je choisis la route avec les plus décidés.

A la vue de ce développement, les critiques de la hiérarchie syndicale ne se firent pas attendre :

« Ce groupe doit rester culturel, on peut parler des conditions de travail dans les assemblées syndicales, mais pas dans le groupe des jeunes. Si les parents apprennent qu'on y fait de la politique, ils ne seront plus d'accord d'y envoyer leurs enfants. »

J'ignorai les critiques. Il y eut alors un mouvement de dislocation du groupe, entre ceux qui n'y venaient que pour obéir à leurs parents et les autres, environ 25 jeunes qui y restèrent par intérêt pour ce qui s'y faisait, de la politique.

Un des jeunes me fit part de son regret de ne plus pouvoir suivre le groupe. Il m'expliqua son dilemme : « Mes parents ne veulent pas que je discute politique dans ce groupe, sinon ils ne me permettraient plus d'aller au foot. »

Ce groupe s'est peu à peu mué en un groupe de pression intervenant dans les assemblées syndicales. J'ai vite été étiqueté comme un agitateur de première classe et sourd aux conseils des anciens. L'anecdote suivante est une bonne illustration du « climat ».

Un rassemblement qui « dégénère »

Ce devait être en 1965. Ce qui se passa à un rassemblement à Martigny illustre bien l'état d'esprit des jeunes. Il montre aussi que l'évolution des mentalités débordait des frontières cantonales, que j'en étais un acteur parmi beaucoup d'autres.

Le syndicat organisait chaque année une rencontre nationale des groupes jeunesse. Il s'agissait normalement d'un repas précédé d'une assemblée, en fait quelques discours d'officiels. Environ 150 jeunes étaient présents cette année. Le groupe genevois se singularisa de deux manières : premièrement, il était le plus nombreux, et à

l'issue des discours officiels il exigea et obtint un débat, ce qui perturba fortement la journée ; deuxièmement, sans doute encouragé par le succès du débat non officiel, sur le chemin menant du restaurant situé dans le vignoble des hauts de Martigny à la gare, il chanta l'internationale et lança des slogans hautement politiques, contre la guerre et pour le socialisme, le tout repris par une bonne partie des jeunes.

Le lendemain le journal de Martigny fit un compte-rendu de la journée titré : « Des provocateurs créent le scandale ! » Quant au journal syndical il écrivit : « Les jeunes de Genève, la honte du syndicat ! »

Je commençais aussi à m'apercevoir que cela m'engageait sur un chemin imprévu : la politique.

Et que cela avait des conséquences : en tant que responsable je devais jouer le rôle de filtre, d'être l'éponge qui absorbe tant les inconvénients que les avantages. Pour l'appareil syndical, j'étais un perturbateur.

Cette expérience a été pour moi un important moment de politisation. J'ai vu concrètement que la coalition des forces passe par des choix clairs : pas possible de coaliser en ménageant la chèvre et le chou ! J'appris aussi que le processus d'organisation et le processus de clarification de la pensée sont intimement liés. Avant l'expérience faite avec le groupe jeune je vivais une radicalisation de ma révolte personnelle. Ce groupe m'apprit à la fois à clarifier et canaliser ma révolte dans un processus de partage, pratique et collectif.

Sur la lancée du groupe jeunesse, ceux qui militaient pour un changement m'invitèrent à postuler un poste au comité de section du syndicat. Le Journal de Genève qui m'employait était une entreprise importante de la place, il fallait que quelqu'un la représente. J'ai été élu comme tous les autres membres, faute d'autres candidatures. Cela me propulsa encore plus dans une direction que je n'avais pas l'impression de choisir.

La machine à café et la paix du travail

Ce devait être en 1965, en été, il faisait chaud. Nous lançons alors une pétition pour réclamer l'installation d'une machine à café. Elle est

signée pratiquement par tout le personnel technique de l'imprimerie commerciale du Journal de Genève. « Nous voulons une machine à café » disait la pétition. Dans ces cas la question qui se pose est toujours de savoir qui transmettra la demande, donc qui apparaîtra comme le meneur. J'étais un des initiateurs de la pétition, mais pas le principal.

« Tu travailles près de la porte qui mène aux bureaux, à toi d'y aller » dirent mes collègues. J'accepte la corvée.

Deux mois s'écoulaient : toujours pas de réponse de la direction. Que faire ? Lors d'une consultation entre initiateurs un collègue lance : « On s'arrête un moment ». « Ok ! Mais comment ? » questionnai-je. « Allons boire un pot à l'heure du thé » lance quelqu'un. La suggestion est acceptée. « Ce sera mercredi, à 15 heures » décidai-je, et j'ajoutai : « Il faut sonder si tout le monde est d'accord ». On se répartit le travail. Une heure après la chose était entendue. Qui donnera le signal ? « Toi, tu as apporté la pétition à la direction ». Je ne pouvais pas me dérober, mais je savais que je faisais un pas de plus dans mon engagement. « Le moment venu je dirai c'est l'heure, et je tiendrai la porte ouverte ». Nous décidons aussi de tenir le percepteur syndical hors du coup.

Cette proposition faisait d'une pierre deux coups : signifier notre mécontentement et étancher notre soif au bistrot tant qu'il n'y aura pas de machine à café. A 15 heures le signal est donné. Pratiquement tout le monde sort.

On s'installe sur la terrasse du Tivoli. A peine les boissons commandées (personne ne commanda d'alcool, la sagesse populaire, ça existe !), le directeur en personne arriva. Il tenta tout de suite de diviser le personnel, il s'adressa d'abord à un Suisse allemand : « Vous, Monsieur Hess, vous êtes pourtant habitué à la discipline ». Celui-ci répond : « J'ai soif ». Il s'adresse à un Espagnol : « J'ai soif comme les autres, et je suis solidaire. » Chaque personne interpellée dit exactement la même chose, « j'ai soif », pourtant aucun mot d'ordre n'avait préalablement circulé.

Comme en désespoir de cause le directeur se tourne vers moi. Je lui dis : « Vous vous souvenez de la pétition ? Tant qu'il n'y aura pas de machine nous viendrons boire notre café ici, chaque jour, mais pas plus que 20 min. » Il répondit : « Vous l'aurez, votre machine à café ! » « Quand ? » questionnai-je. « Dans 15 jours au plus tard, je

fais téléphoner cet après-midi encore. » Nous avons gagné. « Somme toute très facilement » pensai-je.

Convoqué par la Direction

Quinze jours après le mouvement, la machine était installée. Un mois après, je suis demandé à la direction. Tout un aréopage me fait face, le Directeur général président du Conseil d'administration (PDG), le directeur de l'entreprise, le Secrétaire de l'association patronale, le Secrétaire Central du syndicat ouvrier tout exprès venu de Berne.

Le secrétaire patronal ouvre les feux : « Vous avez rompu la Paix du Travail, nous serions en droit de déposer une plainte auprès du Tribunal arbitral. » Je ne savais pas très bien ce qu'était la paix du travail, encore moins le Tribunal arbitral. « Aller boire un café, c'est donc rompre la paix du travail ? » me dis-je.

Le secrétaire central du syndicat ouvrier rétorqua au secrétaire patronal : « Ce sont des jeunes, ils n'ont rien cassé, ce qu'ils ont fait n'est certes pas conforme au contrat collectif, mais déposer une plainte nuirait à nos bonnes relations ». Le secrétaire patronal à son alter ego syndical : « Si nos membres payent le Contrat Collectif de travail si cher, c'est pour que vous le fassiez respecter à vos membres. »

Cela passait par-dessus ma tête. Pourquoi suis-je là ?

Lorsque la passe d'armes entre associations prit fin, le Président directeur général s'adressa à moi : « Pouvez-vous vous engager à ce qu'il n'y ait plus de mouvement comme celui-là ! » Je répondis : « Moi, je n'en sais rien, j'ai apporté la pétition parce qu'on me l'a demandé. Je pensais que ça suffirait, mais après deux mois nous n'avions toujours pas de réponse ».

Après quelques commentaires acerbes du secrétaire patronal, le Président directeur général se fit paternel et interrogatif : « Qu'est-ce qui ne va pas dans l'entreprise ? Vous êtes un jeune homme intelligent, ma porte sera toujours ouverte pour une discussion ». Je ne sus que répondre.

Les « niveaux » de la hiérarchie

Le fait que le sommet de la hiérarchie se montra aussi le plus compréhensif m'étonna. J'analysai : c'est le Directeur général qui se

montre permissif, il parle au niveau large, à partir des idées fondatrices de la société. Celles-ci sont solides et incontestables, on peut donc en discuter avec souplesse, cela ne fera que confirmer leur pertinence, elles s'en sortiront renforcées. Plus on descend dans la hiérarchie plus l'aspect disciplinaire s'impose, les petits chefs doivent mettre en œuvre l'injustifiable, cela avec un autoritarisme sans faille.

L'autorité du PDG me parut « enveloppante », elle n'est pas brutale et pointilleuse comme cela apparaît aux échelons inférieurs. Le PDG se fonde sur les idées qui enveloppent. Il me parut maître en la matière, il est le vrai fondement, celui qui dit le penser, qui fait l'enveloppe. En effet, pour envelopper, il faut d'abord avoir l'enveloppe, il faut l'avoir faite. Sans elle d'éternels conflits sur des détails éclateraient. Un bon PDG, c'est celui qui sait manier l'idéologie. Si, en URSS, les opposants sont si sévèrement réprimés, c'est parce que l'enveloppe ne tient pas la route : elle est faite d'une idéologie inacceptable. Les idées doivent alors être imposées brutalement, elles ne peuvent être discutées parce qu'elles ne sont pas ou plus dominantes.

J'appris la leçon, moi aussi j'accorderai beaucoup d'importance au modèle général du fonctionnement social. Je me dis : « Pour envelopper, il faut être capable de penser le cadre sociétal ».

Ce modèle, quel est-il ? Je ne le comprenais pas encore, celui du PDG s'imposait sans qu'on le comprenne. Je ne pus m'empêcher de le comparer aux religions : elles s'imposent sans qu'on les comprenne, et c'est cette incompréhension qui impose un corps doctrinal expliquant le monde.

Savoir sans comprendre

L'attitude « compréhensive » du PDG, le fait d'être convoqué devant un tel état-major juste pour avoir osé exprimer le besoin de tous, les chipoteries des organisations qui me passaient loin par-dessus la tête, tout cela me fit réfléchir. Je fis le lien avec la pression que je subissais en tant que responsable du groupe des apprentis. « Tu dois seulement les surveiller, et arrêter de les endoctriner » me disait-on.

Dire nos idées, c'était endoctriner, notre idéologie était donc endoctrinement lorsqu'elle mettait l'idéologie dominante en

question. Mais celle-ci, nous la buvions tous les jours, ce n'était pas de l'endoctrinement ?

J'avais la bizarre impression de savoir, mais de ne pas comprendre. Je compris que l'histoire de la machine à café était pour moi une cassure. La question devenait plus concrète : « Etais-je à ma place dans cette position de meneur ouvrier ? » Je devais désormais faire l'apprentissage de rapports à la hiérarchie plus que conflictuels. Le chef d'atelier était chargé de me surveiller, même quand j'allais aux toilettes. La répression antisyndicale, ça existe.

Je n'ai jamais eu l'idée de dire : « Je vends ma force de travail. » Je considérais déjà cela comme se vendre soi-même, même si cela se faisait au travers d'un contrat de travail. J'ai toujours pensé que j'échangeais mon travail contre celui des autres. Déjà à ce moment je sentais que c'était le véritable enjeu, le capital détournait cet échange de travaux à son profit.

Je lisais beaucoup : d'abord des romans, Becket, Céline, Kafka, etc. C'est à cette époque que j'ai commencé à déplacer mon centre d'intérêt de la littérature à la philosophie politique et sociale : Sartre, Fanon, Nizan, plus tard Bourdieu. C'est un fait : la littérature m'a aidé à penser ma situation sociale. Je n'osais pas encore toucher à Marx.

Je choisis le syndicalisme

Quelques mois après ces événements, le directeur me convoqua à nouveau. Il me parla du choix de ma carrière. « Vous en avez les capacités. Vous pourriez assumer des responsabilités dans l'entreprise, mais cela signifierait renoncer à vos activités syndicales. » Si j'avais répondu oui, il m'aurait certainement proposé de suivre une école de cadre avec le débouché idoine : occuper un échelon de la hiérarchie capitaliste que je commençais à haïr. J'ai refusé.

Après le mouvement de la machine à café j'ai été désigné responsable syndical dans ce qui s'appelait alors la FST (Fédération Suisse des Typographes).

A l'époque les syndicats reposaient sur la gestion de trois assurances : chômage, perte de gain en cas de maladie, retraite. Ces caisses étaient alors gérées par le syndicat lui-même, par des bénévoles qui y consacraient souvent plusieurs heures après leur

travail. La caisse de chômage nous paraissait archaïque parce qu'il y avait le plein emploi. Ces services autogérés assuraient souvent des taux de syndicalisation proche des 90%, surtout dans l'industrie graphique, la métallurgie et le bâtiment.

Leur défaut : cela donnait aux syndicats une tournure trop corporatiste et trop centrée sur une aristocratie ouvrière très réformiste.

Mon scepticisme concernant les « idées » des syndicats

Dire que les idées véhiculées par les syndicats m'enthousiasmaient serait mentir. A mon sens le syndicat s'autocensurait, ce qui réduisait son champ d'activité, en tout cas sur quatre questions clés :

Le contenu du travail

Les problèmes liés au contenu du travail étaient tabous. Comme typographe je voyais bien que ce qui rapportait le plus dans ce qui était imprimé, ce n'était pas la culture, les livres, mais c'était la pub, voir des documents sexistes, lorsque ce n'était pas directement de la pornographie. Nous étions aussi tenus de ne pas nous prononcer sur les contenus, feuilles de partis de droite, d'organisations racistes ou xénophobes. Quelle que soit leur ignominie, nous n'avions rien à dire.

Les syndicats aimaient à dire bien haut : « Les travailleurs occupés dans l'industrie de l'armement ont aussi le droit d'être défendus ». Cela me semblait incontestable, mais n'avions-nous pas droit à une éthique personnelle ? Je compris très vite qu'avoir un emploi était le motif principal, quitte à justifier le pire.

Les rapports avec les techniciens

Le syndicat pensait qu'il ne servait à rien d'organiser les techniciens. « Ils ne sont que des agents de la domination du capital sur le travail » disait-on. On les renvoyait ainsi dans les bras de la bourgeoisie.

Les syndicats faisaient comme si les travailleurs non manuels vivaient aux crochets des travailleurs manuels. Ce faisant, ils nous isolaient dans nos ateliers. Mais les travailleurs n'avaient pas tout à fait ce discours ; ils voyaient bien que les techniciens avaient une fonction décisive dans le procès de production. Les travailleurs

faisaient la différence entre la hiérarchie disciplinaire, les agents de l'ordre patronal dans les ateliers, et les travailleurs des bureaux techniques qui avaient acquis une formation leur donnant des compétences conceptuelles.

Lorsqu'un problème technique surgissait, c'était les techniciens qui le résolvaient, pas le chef d'atelier. Nous les percevions comme faisant partie du processus de travail. Les capitalistes, nous ne les voyions jamais, nous savions très bien qu'ils étaient inutiles dans l'organisation du travail. Ils ne faisaient qu'en profiter.

Ces réflexions m'ont guidé dans toute mon activité, mais lorsque j'expliquais leur conséquence pratique aux communistes, c'est-à-dire que les techniciens travaillant dans les bureaux étaient exploités, eux aussi étaient productifs. Là je rencontrais le plus grand des scepticismes. Selon eux, lesdits « communistes », seuls les travailleurs manuels étaient exploités et productifs, les autres n'étaient qu'exploités, mais pas productifs. Je compris plus tard que cela venait du préjugé matérialiste propre au capitalisme : le travail n'est vu qu'à travers ses produits matériels, non comme l'activité productive elle-même, dont celle des techniciens.

Les divisions par nationalités

J'avais aussi beaucoup de peine à comprendre qu'il faille se battre pour l'« emploi », terme générique qui signifiait « travail », que celui-ci se raréfiant il fallait établir des priorités : d'abord les Suisses et les professionnels, ensuite les étrangers. Cela était par ailleurs bien souvent accepté, voire soutenu même par les immigrés, surtout lorsqu'ils étaient « assimilés ».

Cette hiérarchie nationaliste était reportée telle quelle dans les organisations politiques. Les Suisses étaient organisés dans le Parti du Travail et occupaient souvent des postes de cadres dans les entreprises. Les Italiens et Espagnols étaient organisés dans leurs partis communistes respectifs.

Ceux qui occupaient des postes de travailleurs professionnels étaient assimilés aux Suisses, les autres, essentiellement les Espagnols, étaient majoritairement des travailleurs dits « auxiliaires », « des manœuvres » disait-on. Cette division ouvrière par nation allait parfois très loin.

Notamment lors des procès staliniens, le cosmopolitisme était considéré comme une preuve d'instabilité, le propre des apatrides, alors que moi, il me captivait. Ne pas être lié à une nation me paraissait plutôt être une preuve de liberté. Dans le cas des travailleurs immigrés, cela avait une conséquence pratique immédiate : la coordination entre travailleurs était noyautée par les appareils des différents partis nationaux.

L'horizon corporatiste

Le syndicat s'autocensurait en se limitant à la simple défense des travailleurs. Pourquoi ne pas parler du franquisme, de la guerre du Viet Nam, de la cause palestinienne, et plus généralement du capitalisme et du communisme dans le journal du syndicat ? J'étais mûr pour le saut vers l'engagement politique.

J'entre au Parti du Travail (PdT)

Je suis entré au PdT en 1967 parce que mes activités culturelles hors travail m'avaient fait rencontrer des personnes qui m'y ont poussé. J'ai posé une « condition » : la publication à 5.000 exemplaires du fameux texte de Che Guevara appelant à créer des Vietnam partout. Cet appel à la lutte révolutionnaire était contraire à la politique des partis communistes. Le texte du Che avait subi les gémonies de l'Union soviétique. Malgré cela, j'étais à mille lieues de penser que cela créerait un problème avec le PdT.

Dans un premier temps, le bureau du PdT nous demanda d'arrêter la diffusion. Ce que nous refusâmes. Il prononça alors un blâme. Celui-ci devait être entériné par la cellule de quartier concernée. Le blâme a été entériné par 6 voix, plusieurs abstentions et 3 non. Lorsque je voulus voter on me signifia que les blâmés n'avaient pas le droit de vote. Avec les cinq voix des blâmés la proposition du bureau aurait été refusée.

Je compris tout de suite que je ne resterais pas longtemps dans cette organisation. A l'époque, tout le monde parlait des divergences, voire du schisme chinois. Au PdT le sujet était tabou. Chaque fois que je posais des questions plus générales, j'étais interrompu. « Ici on ne fait pas de la théorie, on reste dans le concret » disait-on.

Je n'étais pas optimiste sur ce qui se passait en Tchécoslovaquie. Le Printemps de Prague semblait avoir une autre perspective, mais elle me paraissait plus comme un prétexte pour abattre ce qu'on considérait à l'époque comme le communisme. J'ai même publié un texte dans la « Voix ouvrière », l'organe du parti, justifiant l'intervention russe à Prague. Mon texte fut repris par une revue internationale soviétique. Je compris très vite ma boulette, mais la contribution où je me rétractai ne fut jamais publiée. Je le pressentais déjà, l'information est sélective, mais là, je l'appris à mes dépens.

A l'époque, le PdT était incontournable, il représentait de 20 à 25% des votes à Genève. De plus le mouvement communiste s'étendait à l'immigration, pour l'atteindre il fallait être « dans le sérail », c'est-à-dire pouvoir parler « entre camarades ». Je remarquai très vite le niveau de conscience supérieur des travailleurs émigrés affiliés aux partis communistes espagnols et italiens ; on sentait chez eux un vécu, chez les Espagnols surtout, contre le franquisme. Nous parlions souvent de nos désaccords avec le courant soviétique, mais la guerre froide nous rendait tous prudents. On ne voulait en aucun cas renforcer le camp impérialiste. L'URSS nous apparaissait comme un bastion de dernier recours. « Son affaiblissement renforcerait automatiquement le camp américain » pensait-on.

Je fais une première rupture avec le courant social-démocrate

Mon insertion dans le monde politique me radicalisa. Très vite je compris que le temps passé au comité du syndicat était du temps perdu. Il faisait double emploi avec le Parti. Ce mot « Parti », on l'affublait toujours d'une majuscule. En 1967 déjà, une bonne année avant Mai 68, un camarade du PdT et moi décidâmes de démissionner du comité du syndicat. Pour nous, c'était un choix entre réformisme et révolution. Nous ne voulions pas être complices d'une politique basée sur la pacification des travailleurs, la Paix du Travail.

J'avais aussi constaté que le PdT n'avait pas l'exclusivité des manœuvres manipulatoires et démobilisatrices. L'une de ces manipulations m'obsédait. Cela s'était passé lors d'une de mes premières assemblées générales du syndicat, ce devait être en 1964.

Le passage de la semaine des 44 heures à celle des 42 heures était en jeu. Plus de 600 personnes étaient accourues à l'assemblée. Venu de Berne, le Secrétaire central de la FST monopolisa sciemment la parole pendant plus d'une heure et demie, cela pour reculer le moment du vote sur une grève. A la fin de son discours, deux personnes reçurent le droit de parler, mais « pas plus de deux minutes » leur dit-on. Lorsqu'il fallut, voter la salle était au trois quarts vide.

Je me souviens du premier orateur, un artiste, il possédait l'art de tourner en ridicule les manipulations de ceux qu'il appelait « les bureaucrates ». Il s'appelait Germinal, était aussi membre du PdT.

L'histoire qu'il raconta montrait à la fois un grand humour et combien il était désabusé :

« Une femme se plaint à son médecin :

– Docteur, je suis quatre fois mariée, et toujours vierge.

– Comment est-ce possible ?

– Mon premier mari était gynécologue ; après une journée entière à ausculter la partie intime des femmes, le soir il n'avait plus aucun désir pour moi. Le deuxième était pianiste, il me demandait de danser nue devant le piano pendant qu'il jouait, cela l'inspirait et lui suffisait, il s'endormait ensuite, mais sans jamais me toucher. Le troisième était prof à l'Université, ses élucubrations de la journée l'épuisaient, le soir il s'écroulait de sommeil sans même me voir. Le quatrième était secrétaire syndical.

Le médecin l'interrompt :

– Oh ! Un secrétaire syndical c'est solide, ça mange de la viande rouge, ça doit avoir un immense appétit sexuel.

– Détrompez-vous docteur, il faisait des promesses, des promesses, et encore des promesses, à part cela rien. ».

La salle s'écroula de rire.

L'autre prise de parole illustra aussi bien la désillusion générale. Je remarquai que ni l'un ni l'autre ne proposa quelque chose.

Suite à cela, il était plus de 22 heures, il ne restait plus qu'une cinquantaine de personnes pour prendre une décision. Le vote était couru d'avance. L'assemblée ne vota pas la grève pour les 42 heures.

Dans mon for intérieur je compris que la politique de Paix du Travail allait de pair avec de telles manipulations.

Ma démission du comité du syndicat avait pour moi un goût mitigé, elle avait deux faces : d'un côté un refus de cautionner ce type de rapport aux travailleurs, de l'autre une preuve d'impuissance.

Nous ne donnions pas de réponse aux manipulations, nous les fuyions. Cela me donna à réfléchir : les choses intéressantes se passaient-elles vraiment ailleurs ?

J'ai toujours lié mon activité au résultat subodoré, et j'ai toujours considéré que le résultat obtenu quel qu'il soit devait passer au crible de la critique. Je savais que je reviendrais à une responsabilité dans le syndicat, mais que mon retour serait conditionné par la possibilité d'une autre politique.

Mai 68

Mai 68, il a pour moi signifié à la fois continuation et rupture.

Continuation, parce que mes activités politiques me rivaient encore plus à « mon » entreprise : avec la fin tendancielle du plein-emploi, il devenait difficile de trouver un boulot ailleurs, et je devais être sur les listes noires.

Le monde du travail n'était pas concrètement concerné par les enjeux de Mai 68. Seuls certains travailleurs français frontaliers venaient me poser la question, toujours la même : « Tu crois que c'est une révolution ? »

Rupture, parce que l'idée marxiste, que le capitalisme développerait les forces productives, faisait eau de toute part.

Cette idée était un fondement de la Paix du Travail. En effet, la soumission à la Paix du Travail reposait sur l'idée qu'en contrepartie le capitalisme conduisait lentement mais sûrement à l'avènement de jours meilleurs. La croissance continuerait d'amener une répartition des richesses. Il suffisait alors que les travailleurs restent organisés et maintiennent leur pression sur les patrons. Surtout lorsqu'il y avait renouvellement des contrats collectifs de travail.

En réalité, Mai 68 annonçait la fin des Trente Glorieuses, une parenthèse de l'histoire du capitalisme où le plein-emploi équilibrait quelque peu les rapports de forces sociaux : les patrons étaient

demandeurs de main-d'œuvre, et les travailleurs pouvaient leur imposer certaines conditions.

Les patrons acceptaient, parfois de bonne grâce, des compromis avec la classe ouvrière. Ils voyaient cela comme le prix à payer pour maintenir leurs profits. Toute grève diminuait directement leurs profits. De leur côté les ouvriers acceptaient aussi une politique de compromis, cela leur permettait de développer la mutualisation des risques par le biais d'assurances sociales (AVS, AI, Assurances maladies) qui, au travers de l'Etat, avaient pour effet de développer des activités échappant tendanciuellement à la loi du profit. En effet la gestion des caisses par l'Etat créait des emplois qui échappaient aux strictes conditions de l'emploi capitaliste. L'accès aux services produits n'était pas lié à l'état de fortune, il était un droit égal pour tous.

Dès la fin des années soixante le côté irrationnel du capitalisme apparaissait toujours plus, l'impression s'installait peu à peu qu'il ne développait plus les forces productives, mais qu'il les gaspillait. Les travailleurs critiquant ce gaspillage étaient de plus en plus nombreux. Sans le savoir encore, nous sentions que nous entrions dans une autre phase. Lors des négociations des contrats, les patrons, maîtres de leur entreprise, laissaient la place à des directeurs. Dans les négociations au niveau de l'entreprise le directeur était bien souvent chaperonné par un représentant de la banque : l'ère de la domination du capital financier sur le capital industriel avait commencé. Les patrons, acculés par la nécessité de rentabiliser les capitaux empruntés, avaient de moins en moins de marges de manœuvre pour faire des concessions aux travailleurs.

Les événements de Mai 68, nous prirent entre deux feux : les étudiants mettaient en avant des perspectives politiques, mais orientées contre le travail. Je me sentais méprisé.

Le slogan « Métro-boulot-dodo » nous parut très méprisant. Les travailleurs voulaient du boulot et plus de mutualité, tandis que le slogan « Métro-boulot-dodo » appelait à l'oisiveté et à l'insouciance. De plus, ce qui est considéré comme « routine », terme à connotation négative, est une façon de supporter les conditions de l'emploi capitaliste. Si Mai 68 n'a pas eu un impact dans le monde du travail, c'est dû à ces divergences sur les objectifs.

J'étais écartelé entre la volonté de dépassement des luttes réformistes et corporatistes, et la conscience que l'indépendance matérielle était la condition de la liberté. Cela me menait à valoriser certaines revendications réformistes. Dans le même mouvement, je me sentais en désaccord avec les travailleurs qui se complaisaient dans le travail et se vautraient dans le réformisme. Le sentiment de ne pas être à ma place était toujours aussi fort, je me sentais souvent très seul.

D'un point de vue purement matériel, les accords de Grenelle ont été un succès absolu : une augmentation des salaires pouvant aller jusqu'à 16%. Il s'en est suivi une forte augmentation de la demande, un mini boom économique... mais vite résorbé dès l'année suivante par une forte inflation.

C'est à ce moment que j'ai vraiment commencé à m'intéresser aux théories sur l'économie.

Je me mis à lire Marx, une lecture ardue, mais j'en sentais toute l'importance. Pour la première fois je me mis à réfléchir sur le travail lui-même. Je philosophais, presque sans m'en rendre compte.

Je parvins relativement tôt à la conscience que la maîtrise sur le travail était le véritable enjeu du travailleur. Je découvrais aussi le rapport entre le concret vécu et sa théorisation : pour la première fois je vis la possibilité de traduire ce que je vivais en termes théoriques. La théorie m'aidait à comprendre.

Ma rupture avec le PdT

En 1969, à peine deux ans après mon adhésion, je quittai le PdT. La seule question que je me posais était : comment sortir, et avec qui ? Contre ceux qui pensaient que le processus de rupture serait long, qu'il fallait mener la discussion de l'intérieur, jusqu'au bout, je voulais quitter tout de suite et mener les débats depuis l'extérieur.

La vie trancha le dilemme. Un mouvement se forma à l'extérieur du PdT pour établir la stratégie opérationnelle de sortie. Le mouvement rassemblait une cinquantaine de personnes, essentiellement des étudiants. Nous avons bien vite été suspendus par la direction du Parti, et nous nous sommes retrouvés jetés dans le champ politique, pour immédiatement nous diviser en deux puis en trois groupes. Je me suis retrouvé dans le groupe le plus nombreux

avec le bagage théorique le plus important, mais aussi le plus imbibé des anciennes scories. L'appartenance à un groupe me paraissait incontournable, non pas pour être organisé, mais pour la construction théorique. Je sentais qu'il restait beaucoup à faire sur ce plan.

Je me sentais plutôt proche des anarchistes. Mais, à l'époque, les théories marxistes étaient hégémoniques parmi les révolutionnaires. Les textes théoriques des groupes politiques me paraissaient tous plus abstraits les uns que les autres. Les lignes politiques qu'ils préconisaient ne trouvèrent jamais d'échos pratiques. Les idées étaient bien souvent lancées par des leaders, un peu comme des gadgets, elles n'étaient quasiment pas discutées.

Ainsi, en 1969, j'ai participé à la création du groupe politique qui se nomma d'abord Z, de tendance léniniste, en opposition au groupe influencé par la tendance dite « de l'autonomie ouvrière » italienne (Potere Operaio en Italie, Lotta di Classe en Suisse), qui s'était nommé A. De Z sortit le CLP (Centre de Liaison Politique.) J'y ai participé dès sa création en 1969, jusqu'à mon exclusion en automne 1977.

Les trotskistes de la LMR (Ligue marxiste révolutionnaire) formaient le troisième groupe important issu de la gauche du PdT.

Très vite je constatai qu'il était impossible de reporter parmi les travailleurs les discussions qui avaient lieu dans les groupes politiques. La description du mécanisme de l'exploitation rencontrait des réelles résistances, elle était à la fois trop simpliste et trop unilatérale. La lutte contre l'exploitation n'éclairait pas toutes nos pratiques de travailleurs. Celles-ci avaient lieu dans un cadre étroit, ce qui était permis ou pas permis, dans une hiérarchie physiquement présente, les chefs, en bref, un cadre idéologique omniprésent, y compris chez bon nombre de travailleurs. Je sentais que c'était ces trous qu'il fallait combler, et que cela n'était pas possible si nous limitons nos discussions au seul capital et ses conditions de travail.

Ces discussions ne disaient rien sur la question du rapport marchand. Or dès le début j'ai senti l'importance de ce rapport dans la vie sociale. Cela dépasse la seule question de l'exploitation.

Je ne sais pas comment, mais le fait d'avoir été rejeté en raison de ma pauvreté matérielle me disait que la fonction du rapport marchand était plus sélective que régulatrice.

C'était comme un pressentiment. La simple explication par l'exploitation me paraissait insuffisante. En tant qu'enfant je n'ai pas été exploité, mais j'étais malgré tout mal traité !

En fait, la seule explication du mécanisme de l'exploitation n'intéressait pas les travailleurs. Ce qui les intéressait, c'était les conditions de travail. Elles étaient imposées aux travailleurs justement grâce à l'aspect sélectif du rapport marchand : le capital sélectionne les travailleurs obéissants et exclut les insoumis. Concernant la lutte contre les conditions de travail les groupes politiques n'étaient d'aucun secours. C'était l'affaire des syndicats. Même si ceux-ci, ne voyant pas l'enjeu du rapport marchand, agissaient toujours sous l'épée de Damoclès du licenciement en cas d'insubordination ouverte..

Mais moi, je m'intéressais au travail pour d'autres raisons, je sentais qu'il était le véritable enjeu. Je n'arrivais pas encore à théoriser ce sentiment. Cela, je ne le compris que beaucoup plus tard.

Si je n'arrivais pas à communiquer ce que je pressentais sur le travail, c'était parce que je ne pouvais pas le théoriser. Pour moi, acquérir la capacité de théorisation était devenue décisive.

Je ne trouvais pas plus ce que je cherchais dans les groupes politiques que dans les syndicats.

Cela me poussa à penser beaucoup tout seul, m'exerça à penser de façon plus autonome, mais cela ne me procura pas vraiment de repères théoriques.

Ce qui nous réunissait dans ces groupes, c'était surtout une volonté de rupture. J'en avais aussi besoin. Nous étions à la recherche d'une identité politique. Ce besoin était profond, il ne faut pas le décrier. « Moins tu es sûr de tes bases théoriques, plus tu cherches une base identitaire » me disais-je. Paradoxalement, la recherche identitaire empêche la prise en compte de la théorie pour elle-même.

Je compris aussi que tous ceux qui critiquaient Staline ne l'avaient jamais lu, ils pensaient par procuration. C'est à moitié par provocation, à moitié pour en juger par moi-même, que je le lus.

Théoriser c'est découvrir

La théorisation m'a aidé à comprendre des choses que je savais déjà. Elle m'a aidé à les « découvrir », au sens d'enlever la couverture. C'est seulement ainsi, à découvert, que l'idéologie devient une acquisition vivante. La gauche voulait livrer de l'idéologie clé en main. Les travailleurs le savent et me l'apprirent très vite : lorsqu'elle est un donné, l'idéologie empêche de comprendre, elle ne mène qu'à la croyance, au sens chrétien, donc à la crédulité.

Ce n'est que quand tu lèves la couverture que tu démystifies l'« idéologie clé en main » et que l'imagination se libère, elle commence alors à fonctionner sans entrave. C'est par la recherche du réel, contre la pression de l'idéologie dominante, que mon imagination s'est trouvée défiée et a été stimulée. Je compris que découvrir, c'est toujours s'approcher du réel, le voir tel qu'il est en son essence, et non tel qu'il est présenté. Oser le combat contre les idées reçues, toutes faites, devint pour moi un défi de tous les instants.

Au départ, il y a l'expérience et le perçu individuels. Ce qui, ensuite, est décisif, c'est la volonté d'en tenir compte, la volonté d'arriver à une pensée clairement énoncée, c'est ce qui permet de la mettre en commun. J'avais l'envie d'apprendre, et tout de suite celle de communiquer, de partager ce qui se cache sous le couvert : le découvert ! Ce que j'ai appris.

Je me marie

Je ne peux pas dire que je l'ai cherché, mais c'est arrivé. J'avais jusqu'alors eu quelques aventures féminines, certainement pas plus que la moyenne. J'étais trop préoccupé par mes questionnements « philosophiques » et à cent kilomètres de l'idée de contracter un mariage. Après Mai 68 cela faisait vieux jeu.

Heureusement, ces choses ne sont pas sensibles aux modes. Je la rencontrai un soir sur une terrasse de bistrot. C'était tard. Je lui donnai rendez-vous pour voir un film, « La Femme de Sable », une illustration du mythe de Sisyphe, ou était-ce « Les Chevaux de feu », un magnifique film. Je n'ai que le souvenir que c'était un superbe film, mais je ne me rappelle pas de quoi il parlait. Ce que je me

rappelle, c'est que Marjan, une Hollandaise, est venue au rendez-vous.

Je lui proposai de la revoir à la kermesse du Parti du Travail. Elle vint. Depuis ce jour nous sommes ensemble.

Le groupe de base de l'imprimerie

Après les expériences faites avec le groupe jeunesse du syndicat, après la rupture avec le parti du travail, la manière de voir la politique se modifia, nous constituâmes un groupe de base. Celui-ci n'était pas une émanation directe du groupement des apprentis, mais il rassembla pratiquement les mêmes personnes, plus un ou deux militants plus âgés, en tout une bonne vingtaine de personnes.

Cela montra que nous avions tous eu la même lecture de l'évolution depuis Mai 68. Des nouveaux espoirs avaient surgi, à certaines de ses réunions le groupe de base rassembla jusqu'à 40 personnes.

Il prit rapidement son autonomie par rapport aux instances syndicales. Nous n'y discussions pas que de tactiques revendicatives, mais nous développions aussi des saines discussions de contenu : sur le travail, son sens, sur la société en général.

Nous nous sommes très vite singularisés dans le débat sur le syndicalisme. Nous avons rapidement pris nos distances par rapport aux tendances fractionnistes cherchant à s'autonomiser en construisant un syndicat « rouge », ou de classe, ou encore un syndicat dit « de combat ». Ces tendances voulaient toutes opposer les comités d'entreprise, ou commissions ouvrières, aux directions syndicales. Pour nous il ne s'agissait pas de créer notre syndicat, mais de prendre celui qui existait, d'y mener la lutte idéologique, d'y neutraliser les tendances à la collaboration de classe, essentiellement social-démocrates.

A cette époque, le groupe de base était capable à la fois d'organiser pratiquement des mobilisations, cela sans passer par, voire contre, les instances syndicales, et de neutraliser le Comité syndical qui n'apparaissait de plus en plus que comme le garant de la paix du travail. Mais nous refusions de fétichiser l'organisation, quelle qu'elle soit. « Le processus d'organisation reflète le processus de mobilisation » pensions-nous.

Les « 30 Glorieuses » n'étaient qu'une parenthèse

Dès 71-72 j'ai repris une place dans le comité du syndicat. Je posai une seule condition : le groupe de base devait continuer.

On sentait déjà poindre ce que plus tard certains nommèrent le « néo-libéralisme ». De plus l'ère de l'informatisation s'annonçait comme un bouleversement technologique sans précédent dans l'industrie en général, dans la branche graphique en particulier. J'ai vite compris que ce que j'avais professionnellement appris ne me serait plus d'un grand secours. La corporation et ses certitudes commençaient déjà à se fissurer. Je sentis l'appréhension de nombreux travailleurs dont le savoir-faire était devenu « inutile », et qui se retrouvèrent en tant qu'individu très affaibli face à leur patron.

Contrairement à ce que l'extrême gauche prétendait, les travailleurs comprirent très vite que les conditions de la lutte étaient en train de changer profondément, et que l'ère où ils pouvaient encore facilement influencer en leur faveur sur certaines décisions patronales était révolue.

Dans le syndicat, j'ai aussi tout de suite acquis la certitude qu'il n'y avait pas plus d'espace dans un syndicat tenu par les « communistes », en l'occurrence le PdT, que sous la domination social-démocrate. L'enjeu pour moi était d'être idéologiquement majoritaire dans les assemblées générales du syndicat, d'y neutraliser les idées véhiculées par la social-démocratie, d'éviter le fatalisme.

Notre but avec le groupe de base était de passer à une autre étape, se réapproprier la capacité de mener des grèves.

Sur le plan économique, la situation évolua de manière foudroyante. Le chômage recommença à peser sur la tête de chacun, « comme une épée de Damoclès » disait-on. La comparaison n'était pas si fausse, en perdant à la fois la force de leur savoir-faire devenue inopérante et leur « sécurité de l'emploi », les travailleurs se sentaient amputés.

Un débrayage pour « défendre » la force collective

Réussir à convaincre la majorité des travailleurs que leur force collective n'avait pour autant pas disparu était un enjeu crucial. Le groupe de base y réussit en exigeant et obtenant qu'un débrayage soit organisé. Son enjeu : obtenir des garanties de reclassement dans les nouvelles technologies, notamment par des mesures de recyclage, ancrer le principe de la formation continue dans le Contrat collectif de Travail (CCT).

Le débrayage fut un vrai succès, mais la majorité du comité syndical, qui était seul à détenir la compétence de négocier, refusa d'engager des vraies négociations sur le plan local. Il y eut « des consultations », des discussions en vue d'élaborer une plate déclaration d'intention. Sinon rien.

Je compris alors qu'il fallait également conquérir la compétence de négocier, qu'il fallait donc prendre la majorité du comité. Le groupe de base présenta le nombre de candidats nécessaires. Tous furent élus. Dès l'assemblée générale qui suivit le mouvement de débrayage, nous avions cette majorité, bien au-delà de nos espérances, à 9 contre trois. C'est à ce moment, et dans des conditions très « atypiques », que je vécus ma première véritable expérience de « chef syndicaliste ».

La grève chez Nagel

Nous sommes en 1973, à peine deux semaines après les élections qui nous donnèrent la majorité du Comité du syndicat. Le délégué syndical des Editions NAGEL me téléphone, à moi, – et non pas au président officiel – pour m'annoncer que son entreprise refusait de payer les suppléments de renchérissement, pourtant prévus dans le Contrat Collectif de Travail.

Dans le cadre de la Paix du Travail, la démarche prévue est de porter l'affaire devant le Tribunal arbitral de la branche. Cela aurait pris deux ans et aurait abouti à un fait accompli assorti d'une petite amende contractuelle à payer dans un fond paritaire par l'organisation patronale, mais rien pour les travailleurs. Je téléphone aux autres membres du comité, y compris au président officiel, (le rôle de président officieux m'avait été attribué par le travailleur qui

m'avait téléphoné) pour aller à midi à une réunion des travailleurs devant l'entreprise. Tous les partisans du groupe de base sont là, aucun partisan du président.

Après discussion avec les travailleurs, la décision est prise de ne pas reprendre le travail, mais de se rendre immédiatement au siège du syndicat pour s'organiser. Nous nous retrouvons tous au rendez-vous, symboliquement fixé à 13h30, l'heure où le travail aurait du reprendre après la pause de midi. Cette fois-ci l'autre tendance du comité est là, y compris le président. Celui-ci demande aux travailleurs de reprendre le travail, que lui et le secrétaire central du syndicat exigeraient des négociations. Les travailleurs refusent. La grève s'installe. La direction de l'entreprise campa sur ses positions. La grève dura plus de trois mois.

Le patron de Nagel m'a alors invité. Il me dit : « Je vous offre une collection entière de nos publications. Elle vaut au bas mot 10.000 francs ». Je lui réponds : « Vous croyez que ça entrera dans les armoires du syndicat ? »

Les schémas préétablis trop étroits

A ma grande surprise, les réactions des groupes d'extrême gauche furent pour la plupart très réservées, voire négatives. Cela sortait de leur schéma. Il s'agissait en effet d'une grève décidée par la majorité du comité du syndicat, et non d'une grève dite « spontanée », réputée être menée contre le syndicat. Elle remettait pratiquement en cause toutes les théories syndicales existantes, surtout celles de l'autonomie ouvrière, largement dominantes au sein des groupuscules.

D'un côté, ceux qui considéraient les syndicats comme des appareils idéologiques d'Etat, des simples courroies de transmission, étaient obligés d'admettre qu'ils n'étaient pas que ça. Leur thèse s'écroulait. De l'autre côté, ceux qui développaient les idées de l'autonomie ouvrière devaient admettre que celle-ci pouvait aussi passer par d'autres chemins que le syndicat rouge ou de classe. Enfin, ceux qui considéraient que les travailleurs sont manipulés par des bureaucraties syndicales devaient admettre que ce n'était pas si simple. Dans la grève des travailleurs de l'entreprise Nagel aucune de ces thèses ne fonctionnait.

Par contre celle du groupe de base fonctionnait : il s'agissait de travailler à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du syndicat, parfois celui-ci pouvait même être un levier pour la lutte des travailleurs, parfois il fallait y mener une lutte « idéologique », celle-ci consista surtout à montrer que la collaboration de classe ne rapportait même plus son prix, c'est-à-dire des améliorations, même lentes, des conditions de travail.

Encore aujourd'hui, plus de trente ans après, il m'est difficile de comprendre qu'on puisse à ce point « marcher à côté de ses pompes ». Pour moi, la responsabilité d'une grève appartient par définition à ceux qui la font, et tout ce qui permet de la renforcer est bon.

C'est dans la conduite de cette grève que je commençai à comprendre que mes capacités de théorisation valaient celles des autres, en particulier celles des titulaires de diplômes ou de licences universitaires. Pour la première fois aussi je pressentis ma solitude intellectuelle : personne, à part une partie des travailleurs du groupe de base, ne daigna prendre connaissance d'une brochure décrivant ma stratégie syndicale. Pourtant, celle-ci commençait à se vérifier dans la pratique.

La présidence du syndicat à Genève

La grève chez Nagel avait commencé le mardi. Le mercredi se tint la séance officielle hebdomadaire du Comité du syndicat.

La séance commença par un coup d'éclat : le président et les trois personnes qui les soutenaient annoncèrent leur démission du comité. Ils motivèrent leur démission à la fois par le sentiment bien réel qu'ils avaient été débordés non seulement par les travailleurs, mais surtout en raison de l'attitude irresponsable du groupe de base. Ils démissionnaient pour montrer leur désaccord avec la rupture de la paix du travail représentée par la grève. Un grand silence s'installe. Après un moment je leur dis : « C'est bon, partez, le comité a du travail. » Ils ont pris leurs affaires dans un pesant silence, sur le pas de porte une sentence d'un vieux syndicaliste tomba : « Les rats quittent le navire. » J'étais objectivement devenu le nouveau président du syndicat.

Je me retrouvais à ce poste pas parce que je le voulais, mais parce que j'incarnais une ligne politique.

J'avais inconsciemment théorisé la démarche qui mena à cette grève. Elle n'aurait pas été possible sans le groupe de base et sans son rapport à l'organisation syndicale. Mais je n'étais pas seul maître de ma théorisation, elle dépendait autant des besoins pratiques du moment que des buts. Ceux-ci étaient bien souvent des non-dits. Toutefois, j'avais acquis la conscience que j'étais capable de théoriser, cela ne signifiait cependant pas que je maîtrisais déjà ma pensée. Mes théorisations étaient de ce fait très inaccessibles, difficiles à partager. Mais j'avais fait un progrès décisif : mes théorisations ne se réduisaient plus à l'élaboration d'astuces tactiques.

Accepter le poste de président du syndicat était pour moi le prix à payer pour assumer une responsabilité que j'avais déjà objectivement. Je savais que j'allais parfois me retrouver à l'étroit.

Il y eut bien un autre candidat, aussi membre du groupe de base, il représentait un courant « autonomiste » et était trop lié à sa commission ouvrière. Selon lui chaque entreprise devait se battre pour elle-même, ce qui créerait une émulation dans les autres entreprises. Un pur idéalisme voyant la lutte comme une fin en soi. Il ne voyait pas le changement de phase, ni la relation à la forme de lutte que celui-ci commandait. Les Trente Glorieuses étaient derrière nous, la plupart des travailleurs s'en rendaient compte, et, sans se l'expliquer, ils me voyaient comme donnant plus de garanties.

Je représentais une autre ligne, pour moi le syndicat devait avant tout être un facteur d'homogénéisation des conditions de travail, cela pour ne pas prêter le flanc à des sortes de « nationalismes d'entreprise ».

J'ai maintenu ma candidature plus par sentiment de devoir que par passion, je devais assumer « ma » ligne.

Celle-ci s'imposa. Mais à chaque élection, chaque année, je me reposais la question : « Ne vais-je pas m'encroûter dans cette fonction ? » Je m'imposai une discipline, il fallait mener de front tant des mouvements réels, des grèves, que des développements d'ordre théorique. Cette discipline me contraignit à la créativité. Je prenais bien soin d'encadrer chaque action dans un projet politique, les

actions étaient de ce fait conçues comme des moments d'une stratégie de mise en œuvre d'un projet politique qui les dépassait. Cela dérouta parfois des travailleurs, mais cela fut toujours soutenu.

Hjalmar, mon premier fils

Lorsque Marjan me l'annonça, je ne compris pas tout de suite l'importance de la nouvelle : elle allait avoir un premier enfant, notre enfant. Devait-elle le garder ? La mode, c'était de laisser la femme décider, cela au nom de « la maîtrise de son corps ». Je le lui dis. J'eus l'impression que ma réponse ne l'enchantait pas, je lui précisais alors : « moi j'assumerai pleinement ta décision ». Elle garda l'enfant.

A mesure que le fœtus grandissait je sentais un sentiment de fierté monter en moi, et un instinct protecteur, deux choses tellement traditionnelles que je n'osais les montrer. Officiellement j'affichais une sorte de détachement.

L'accouchement fut long et douloureux.

Quand enfin je tins cette petite chose dans mes mains, un petit garçon, je me rendis compte que j'étais un vrai père, et je jurai que je le serai. Je ne voulais pas que mes enfants vivent ce que j'avais vécu, être le fils d'un inconnu. Marjan était visiblement épuisée. Pour elle l'accouchement avait été un combat contre la douleur, mais je la voyais heureuse et belle. On l'appela Hjalmar.

Nouveau débrayage de soutien

En 1974 je suis engagé chez Atar. La petite entreprise qui m'occupait n'avait plus assez de commandes pour les 4 travailleurs qu'elle comptait. C'était le dernier moment pour obtenir un emploi dans la branche.

La grève chez Nagel se prolongeait. Je sentais la nécessité d'un soutien extérieur. Après de longues discussions et des sondages dans les principales entreprises, nous décidons d'organiser un débrayage de soutien. L'assemblée qui le décide est moyennement fréquentée, environ 200 personnes. Nous décidons d'étoffer les motifs en ajoutant la question de la crise dont les effets devenaient de plus en plus sensibles dans le monde industriel. Le virage social-démocrate s'amorçait déjà : compter sur les emplois dans le tertiaire pour « créer de l'emploi ». Il s'agissait pour elle essentiellement du

secteur bancaire et des services financiers. C'est-à-dire perfectionner la pompe qui allait drainer les profits de la mondialisation.

Face à la crise et la montée du chômage, je vois la nécessité de maintenir un rapport de force. « Nagel se bat pour nous tous » affirmions-nous. Nous remettons à l'ordre du jour l'établissement de normes claires pour les recyclages dans les nouvelles technologies.

Le débrayage est lancé. La centrale syndicale téléphone depuis Berne pour informer que la grève était illégale. Le secrétaire central me téléphone personnellement pour me donner l'ordre d'arrêter le débrayage. Je réunis le comité. De nombreux travailleurs dans les entreprises sont devenus hésitants. « Vous ne pourriez pas au moins vous mettre d'accord ! » était l'exclamation la plus fréquente. Nous reportons le débrayage. J'en étais convaincu, une retraite dans l'ordre nous permettra de redémarrer sur des bases plus solides. Cela nous parut être la solution la plus sage. La suite des événements nous donna raison.

Le début de la dégringolade

Nous sommes en 1975. Jusque là la crise, en réalité le passage de la société industrielle à la société financière, avait gardé un visage abstrait. On en parlait dans les journaux et les employeurs commençaient à se plaindre de la concurrence de plus en plus dure.

La décision de fermer l'imprimerie du « Courrier », un journal d'obédience catholique, tomba comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. C'est elle qui donna un visage concret au changement de situation. Quarante-cinq travailleurs se retrouvaient sans emploi. Le Journal « Le Courrier » lui-même allait garder une rédaction à Genève et faire son prépresse à Fribourg. Il continuerait à être imprimé sur une rotative de la Tribune de Genève.

Une grande discussion s'amorce dans le syndicat. Faut-il lancer un appel à la grève ou un ordre de grève ? Après de longues tergiversations et le refus de la direction de l'imprimerie d'entrer en négociation au niveau local pour un plan social, nous n'appelons pas à une grève, mais nous ordonnons une grève : cela permet aux travailleurs de se couvrir derrière le syndicat qui donne l'ordre.

Dans l'imprimerie l'ordre est suivi à quasi 100%. Le problème, c'était l'impression du Journal sur une rotative de la Tribune.

Comment l'arrêter ? Nous décidons d'aller arrêter la rotative, qu'elle imprime tout, sauf le « Courrier ». A minuit le comité du syndicat rentre dans les locaux de la Tribune de Genève, nous nous rendons droit à la rotative destinée à imprimer le « Courrier ». Le rotativiste venait d'engager l'impression. Il me vit arriver, prit l'ordre de grève, arrêta la rotative. « Nous sommes en grève » dit-il à ses collègues.

La grève déboucha très vite sur un accord. Le patron paie aux licenciés la différence entre leurs salaires actuels et les indemnités de chômage. Si celles-ci sont épuisées sans qu'un nouveau travail ait été retrouvé, le patron paie les salaires.

Un fond social de 600.000 francs est créé, géré par les deux parties, chacune dispose d'une signature. A l'époque le plein emploi était encore considéré comme un droit.

La manif du Shah d'Iran

A cette même époque, seules les activités internationalistes me désenclavaient du syndicalisme.

Cette question tournait autour de trois points « chauds » : la lutte contre le franquisme, cela parce que le nombre de travailleurs venant d'Espagne était considérable ; la lutte contre la guerre du Vietnam ; divers événements liés à l'actualité. Notre groupe politique, le CLP (Centre de Liaison politique), considérait cette activité comme décisive. Il n'avait pas tout tort.

Lorsque nous apprenons que le Shah d'Iran allait venir à Genève, nous décidons de convoquer une « coalition » pour organiser une manifestation. Une réunion de préparation regroupant plus de 50 personnes représentant de nombreuses organisations a lieu. La décision formelle d'appeler à manifester est prise. Une deuxième réunion est organisée pour mettre la convocation au point.

Entretemps on apprend que la manif est interdite. Seules trois personnes, toutes membres du CLP, viennent à la réunion. Faut-il malgré tout lancer la manif ? Nous décidons que oui. Les tracts sont imprimés et distribués. La manif aura lieu, malgré l'interdiction de la police. A l'époque, sur ce genre de sujet, la désobéissance nous paraissait être un devoir.

Le jour de la manif, trois policiers, l'un d'eux revolver à la main, sont venus m'arrêter, à 6 heures le matin. Ma femme et mon

fil de deux ans m'ont ainsi vu partir encadré comme un gangster, menottes aux poings. J'ai été mis dans un cachot, sans fenêtre, avec la cuvette de la toilette sous le nez lorsque je décidais de me coucher. Je ne participai donc pas à la manif. Bien qu'interdite, 3000 personnes y sont accourues. Les manifestants ont toute l'après-midi joué à cache-cache avec la police, jusqu'au départ du Shah. La police m'a libéré à l'heure où celui-ci s'envolait. Je ne reçus aucune explication, la police ne procéda à aucun interrogatoire.

L'épisode me laissa une impression étrange. Je n'avais pas peur, mais je ne pouvais m'empêcher de penser que je pourrais rester là, au secret, sans que personne n'intervienne. J'avais connu l'exploitation, les petits chefs désagréables au travail, mais jamais cet arbitraire. J'avais connu le cachot pour refus d'ordre à l'armée, mais là je savais qu'au bout de trois jours je serais libéré, je n'avais qu'à attendre. Ne rien savoir vous fait douter de tout, vous donne l'impression que vous êtes sans droit. Pour la première fois je pris conscience de l'importance des règles et des droits, l'arbitraire le plus total, c'est de ne pas pouvoir s'accrocher à des règles et des droits.

CHAPITRE II

La grève des 40 heures

Mon deuxième fils, Diderik

Mon deuxième fils est entré à un moment charnière dans mon existence. Jusqu'alors tout ce que j'avais entrepris ressortait plus de la spontanéité que de l'action réfléchie. Je réagissais plus que je concevais. Lorsque Marjan m'annonça qu'elle était à nouveau enceinte, nous étions les deux dans notre 34^e année. Ma vie était définitivement engagée, j'étais arrivé à un point de non-retour.

Nous ne savions pas encore comment Hjalmar évoluerait. Marjan avait remarqué qu'il avait « un problème ». Elle m'en avait fait part. Il bénéficiait d'un suivi psychologique, mais c'était trop tôt pour faire des diagnostics définitifs. A l'époque l'autisme n'était pas encore très connu.

A l'annonce d'un deuxième enfant j'étais un homme mûr, non seulement je me sentais apte à accepter des engagements à long terme, mais j'étais sûr que je pourrais assurer le minimum de stabilité familiale nécessaire au développement d'une famille. Un désir de construire s'imposait. Etait-ce la maturité ? Je n'en sais rien.

Je ne réagis pas comme pour notre premier enfant, je croyais avoir de l'expérience, cela n'empêcha cependant pas que lorsque je le vis, il me sembla que tout recommençait. Un enfant, c'est toujours un commencement. Diderik, comme Hjalmar trois ans et demi plus tôt, me parut magnifique et je ressentis une grande admiration pour Marjan. Malgré les énormes difficultés de son premier accouchement, elle avait eu le courage de recommencer.

Nous avons abordé la question ensemble, je n'eus pas la réaction « puérile » renvoyant la mère à la maîtrise de son corps, donc lui donnant toute la responsabilité. Au contraire, la naissance du

deuxième enfant me fit prendre conscience de l'importance du premier. Je ne voulais pas qu'ils subissent ce que j'avais moi-même vécu. Je voulais qu'ils puissent choisir leur destin.

Dans la tourmente

Mon désir de construire se manifesta immédiatement dans mon engagement politique, je voulais créer des mouvements, je ne voulais plus les subir.

Peu à peu je comprenais que les travailleurs le sentaient désormais : le changement des paradigmes sociaux n'était plus à ses prémisses. Une nouvelle époque était là. Ils voyaient que les nouvelles technologies amenaient une augmentation fabuleuse des gains de productivité, que cela se retournerait contre eux. Le partage des gains de productivité entre profits et salaires, la base du compromis de classe symbolisé dans la Paix du Travail volait en éclat, objectivement. Seul l'establishment syndical ne voulait pas le voir.

Les profits gigantesques accumulés pendant les trente années suivant la guerre avaient généré une suraccumulation de capital. Celui-ci était de plus en plus difficile à alimenter. Le taux de profit baissait tendanciellement. Cette difficulté croissante d'alimenter l'ensemble du capital avait durci la lutte entre capitalistes, cela sous la forme d'une concurrence transformée en véritable guerre dite « commerciale ». Comme dans toute lutte, il y a des perdants et des gagnants, la lutte entre les capitalistes mène à une concentration du capital entre les mains des gagnants. Ces derniers changent de nature, ils deviennent plus prédateurs qu'industriels, et ils ont bien souvent le visage des capitalistes financiers.

Ceux-ci prennent rapidement l'ascendant sur les « industriels ».

Sous le prétexte du durcissement de la concurrence, les financiers voulaient désormais une paix du travail absolue. Ils ne voulaient plus du compromis social basé sur un partage relatif des gains de productivité, ils voulaient une soumission absolue de l'ensemble de l'activité sociale aux impératifs du profit. Les partenaires traditionnels de la Paix du travail, les capitalistes industriels, durent bon an mal an s'adapter à ce nouvel ordre. Ils

apparurent de plus en plus comme une sous-catégorie au sein de la bourgeoisie.

Cela se vérifia rapidement, les capitalistes financiers n'avaient aucune idée des conditions de production, ils étaient aveuglés, au sens propre, par le profit. L'avènement de cette nouvelle configuration de la classe dominante était accéléré par des bouleversements techniques profonds. Ceux-ci sapèrent les avantages relatifs des ouvriers professionnels, leurs savoir-faire techniques étaient devenus inutiles. Nous sentions tous qu'il faudrait désormais lutter plus durement pour que l'augmentation de la productivité du travail ne se retourne pas contre nous.

La suite confirma ce pressentiment. Non seulement les bouleversements technologiques, le développement de l'électronique et de l'informatique annihilèrent les petits avantages et le peu de pouvoir des travailleurs professionnels, mais ils démantelèrent tout l'édifice corporatif qui faisait la force de coalition des travailleurs.

De plus, chose qu'on ne repérait pas encore en ce temps, l'exclusivité du savoir-faire technologique des travailleurs des pays industrialisés du Nord s'éroda rapidement. Cela se concrétisa par des délocalisations massives, le capital étant irrésistiblement attiré par le prix du travail extrêmement bas de certains pays, essentiellement du Sud de l'hémisphère. On peut aujourd'hui le dire, le passage du capitalisme industriel au capitalisme financier est comparable au passage qu'il y eut jadis du féodalisme au capitalisme.

Les chambardements technologiques avaient commencé dès la fin des années 70. Le milieu de l'imprimerie se partagea en deux : ceux et celles qui ne voulaient pas voir les nouvelles conditions de production, qui pensaient que des imprimeries traditionnelles ayant besoin de professionnels bien organisés et bien formés subsisteraient ; ceux et celles qui voyaient venir les nouvelles technologies, qui sentaient l'érosion des forces du syndicat (de la corporation) et qui montraient patte blanche pour être les premiers à occuper les nouveaux emplois.

Un nombre important de travailleurs ressentait un besoin de rupture. Le groupe de base qui se retrouva à la tête du secteur et de l'appareil syndical de la branche capta bien ce ressenti.

Chronique d'une lutte « planifiée »

La réussite du mouvement pour les 40 heures n'est pas due au hasard. Le mouvement a été soigneusement construit. Pour moi son enjeu n'était pas les 40 heures en soi, mais un CCT (Contrat collectif de travail) sur une base plus large, c'est-à-dire basé sur un authentique rapport de force, et celui-ci devait être consciemment construit. Pour cela le groupe de base devait être décisif. Il mit sur pieds une stratégie s'étendant sur deux ans. Notre horizon était : pas de signature de contrat collectif de travail sans grève.

Le mouvement démarra réellement en été 1976 avec le lancement d'une pétition exigeant l'ouverture de négociations sur la semaine de 40 heures (nous en étions à 43 heures). La pétition avait pour fonction de préparer le terrain pour le renouvellement du CCT dont l'échéance tombait fin avril 1977. Elle a été massivement signée. De manière quelque peu mécanique, les travailleurs liaient l'augmentation de la productivité à la possibilité de travailler moins longtemps. Pour eux les 40 heures, c'était un moyen de réduire le nombre de chômeurs.

Ils ressentaient aussi fortement les dangers de déqualification. C'est pourquoi l'extension du champ d'application du contrat des travailleurs professionnels ou qualifiés à l'ensemble de la branche, y compris les manœuvres, a été également largement soutenue. Une certaine logique liait ces deux revendications, la question était comment harmoniser la bataille déjà commencée avec la pétition sur les 40 heures et les mesures contre la montée du chômage et contre la déqualification.

La pétition était locale, le contrat collectif était une affaire nationale. Je compris très vite que le succès de l'un et de l'autre allait dépendre de la stratégie adoptée et des mesures tactiques qui les reliaient.

Comme prévu, les négociations au plan national n'aboutirent pas. En même temps les entrepreneurs ne daignèrent pas répondre à notre pétition, prétextant que la question du temps de travail était discutée au plan national.

Dès lors tout s'enchaîna. En automne 1976 une assemblée des travailleurs de Genève décida de lancer un préavis de grève si les patrons n'entraient pas en négociation sur la semaine de 40 heures

exigée dans la pétition. Nous attendions deux-cents membres, cinq à six-cents accoururent, ce qui était énorme dans un contexte où les assemblées étaient de moins en moins fréquentées. La proposition de lancer un préavis de grève échouant le 30 mars 1977, soit un mois avant l'échéance du Contrat collectif, est largement agréée par l'assemblée. Nous donnons ce même délai limite aux patrons pour leur réponse.

En février 1977 les négociations contractuelles au plan national s'interrompirent. Les patrons refusaient toute entrée en matière sur la diminution de l'horaire de travail. Le syndicat national lança une votation générale, d'abord pour confirmer le refus du résultat des négociations, puis pour recevoir les compétences de décréter des mesures de lutte, des grèves. Dans tout le pays, tant le refus du résultat des négociations que les mesures de lutte reçurent d'énormes majorités de la base.

A l'échéance du préavis de grève, le 30 mars 1977, nous convoquons une assemblée générale du syndicat. Une immense affluence accourt à l'assemblée. L'ordre du jour : l'application de mesures de grèves dans leur principe annoncées dans la pétition sur les 40 heures et dont le préavis de grève constituait le premier acte. « On sera pris pour des cons si on ne va pas jusqu'au bout » entendait-on un peu partout dans la salle. La vérification était faite.

Ces décisions très claires avaient peu de rapport avec les calculs tactiques de la gauche. Par exemple certains membres de l'extrême gauche de l'époque avaient lancé une initiative fédérale pour les 40 heures. « Votre pétition a joué son rôle dans le succès de la récolte des signatures » affirmaient-ils.

Ils voulaient que nous retirions notre pétition pour ne pas perturber la votation populaire sur leur initiative, une votation qu'ils prétendaient pourtant perdue d'avance. Ils voulaient un bon score, une pétition et une grève feraient perdre des voix ! Cela ne les empêchait pourtant pas de se proclamer chantres de l'action directe dans les entreprises.

Tout le problème était le courage de lancer la grève. Très vite nous comprîmes que celle-ci ne serait jamais lancée par la centrale syndicale de Berne. Il nous restait la pétition, mais elle était locale.

Les travailleurs de Genève allaient-ils se cacher derrière un mouvement national – il formulait les mêmes revendications – pour ne pas faire une grève locale ?

L'échéance du préavis de grève que nous avons lancé était fixée au 31 mars. Nous avons donc convoqué une assemblée le 30 mars pour décider de la forme du mouvement et de sa structuration (piquets de grève, comité de grève, etc.) L'assemblée a été également massivement fréquentée. Toutes les mesures organisationnelles ont été rapidement adoptées : il s'agissait de former un comité de grève et de clairement distribuer les tâches entre le comité de grève, le comité de section et l'assemblée générale. L'assemblée décida en outre de confier le choix de la date de la grève au comité de grève. Ce dernier confia ce choix au comité de la section syndicale. Il s'agissait en effet de garder la date secrète jusqu'au dernier moment.

Je commençais à comprendre que le succès dépendrait de la capacité de diriger les organes élus pour des tâches déterminées, la coordination des décisions allait fortement dépendre de moi, dans ma fonction de président.

La question tactique principale était de comprendre à la fois le mouvement d'ensemble, national, et le mouvement local, sans pour autant subordonner l'un à l'autre. Je compris immédiatement qu'il fallait que le mouvement local ait ses échéances propres, que le mouvement national serait très vite bloqué par les divergences entre les sociaux-démocrates et la tendance dite « plus combative ».

Je compris très vite aussi que cette dernière serait paralysée par la tendance sociale-démocrate très attachée à la paix du travail. C'est pourquoi je choisis de faire la grève à Genève avant l'échéance du contrat national, c'est-à-dire avant le 30 avril. C'est ce qui fut proposé au comité de grève convoqué début avril. Celui-ci approuva après une rude discussion. Le comité de section décida d'entamer la grève le lundi 18 avril 1977, environ deux semaines avant l'échéance du CCT.

Cette décision prise, une nouvelle séance du comité de grève chargé d'organiser les piquets de grève fut convoquée le jeudi soir précédent la grève, à 18 heures. Mobilisé à Berne à une assemblée au plan national, je le rejoignis vers 19 heures. La salle était en pleine discussion sur la légitimité de la grève ! La tendance sociale-

démocrate s'efforçait d'expliquer qu'il ne fallait pas faire la grève avant l'échéance du contrat. Le comité de section n'arrivait pas à argumenter contre.

Je compris qu'il fallait casser la discussion. Je pris la parole. J'expliquai que la décision de la grève avait été prise par une assemblée générale forte de plus de 500 travailleurs, que le comité de grève avait, quant à lui, décidé de confier le choix de la date de la grève au comité de section, que celui-ci avait décidé de lancer la grève pour le 18 avril au matin, que le rôle du comité de grève n'était pas de discuter ces décisions, mais de les mettre en œuvre. Les discussions cessèrent, et l'affectation des piquets de grève put enfin être organisée, entreprise par entreprise. Le tract donnant l'ordre de grève fut adopté.

Quant à moi, je savais qu'après cette assemblée les quelques travailleurs « antiautoritaires », parfois aiguillonnés par des groupes d'extrême gauche, voire par la social-démocratie, me prendraient désormais pour un dictateur en puissance.

La grève a été massivement suivie, un succès total.

Sans le savoir, j'avais pris pied au niveau national. Tous les travailleurs des arts graphiques m'attribuèrent le mérite du succès. Auprès d'eux j'étais devenu « intouchable », je ne pouvais plus être licencié.

Un mouvement trop large pour la gauche

Le succès attira certaines convoitises. Au lieu d'unir l'extrême gauche, il la divisa encore plus. Chaque fraction essaya de s'attirer les faveurs de certains membres du groupe de base ou de militants révélés dans la grève. Cela reporta directement les divisions de l'extrême gauche parmi les militants du groupe de base ; ils se scindèrent également en deux, signant la mort de l'expérience. Il se divisa entre ceux qui désiraient maintenir le cap, c'est-à-dire continuer à neutraliser les forces social-démocrates dans le syndicat, pour cela maintenir la capacité d'autonomie idéologique en s'organisant dans le groupe de base, et ceux qui ne désiraient que la pure autonomie, c'est-à-dire s'organiser sans se salir les mains dans les syndicats considérés comme des instruments du pouvoir.

Le groupe politique auquel j'appartenais, le CLP (Centre de liaison politique), était en pleine discussion sur la « question syndicale ». A ma grande surprise, il ne tint aucun compte de l'expérience de l'imprimerie.

Lorsque le moment de l'action directe, c'est-à-dire la grève, arriva, cette même gauche ne manqua pas de gesticuler dans tous les sens. Les uns geignaient : « Vous ne tenez pas compte de la votation sur les 40 heures. » Les autres pleurnichaient : « Les patrons porteront plainte devant l'office de conciliation pour rupture de la Paix du Travail. On risque une amende ».

Face à ces jérémiades, le calcul des travailleurs était clair : « Que pèsent quelques voix de plus sur une initiative perdante, et quelques dizaines de milliers de francs d'amende contractuelle contre le gain de 3 heures de travail par semaine dans les conditions du capital ? » La réponse était claire : « Rien ou pas grand-chose ». Au travers de ce rien et pas grand-chose c'était tout une pratique politicienne qui était dénoncée. Ne pas faire la grève eut été « perdre la face ». Je ne m'étais encore jamais senti porté par un mouvement si sûr de la victoire.

La centrale syndicale poussa le bouchon encore plus loin : « Je te donne l'ordre d'arrêter tout ça. » m'écrivit le secrétaire central compétent. Je pris la décision de ne pas tenir compte de cette injonction et de geler la lettre jusqu'à la prochaine séance du comité syndical. Un tract diffusé 3 jours avant la grève par une organisation d'extrême gauche alla jusqu'à écrire : « Ne suivez pas l'aventuriste Tirefort ! » Rien n'y fit, les travailleurs avaient conscience qu'ils avaient pris leur décision en connaissance de cause, la grève était leur décision.

Quelques éléments d'apprentissage

Dans ce mouvement, j'ai appris qu'une grève se décide par les grévistes, mais qu'elle a besoin d'une direction qui prenne les mesures pratiques et idéologiques nécessaires au succès de la mobilisation.

Je n'étais plus seulement le porte-parole d'une théorie, mais le stratège d'une pratique. Encore aujourd'hui je me demande où j'ai puisé la force de mener cela. « Tu es têtue, c'est pour ça » me dis-je.

La justesse de l'orientation du mouvement apparut lors de son point d'orgue, le lundi où la grève commença. Dès huit heures du matin la salle du Faubourg, un haut lieu de la gauche genevoise, était prise d'assaut par les grévistes. Sur un potentiel maximum de 1500 membres plus de 1200 travailleurs suivirent le mouvement. C'était la vérification pratique et ultime. Les grévistes étaient venus décider de la durée de leur action. Ils jugèrent que trois jours seraient plus efficaces qu'un seul. Il ne s'agissait donc plus d'un avertissement, mais de montrer une détermination allant au-delà de l'avertissement.

Je me rends le soir à une réunion de « mon » groupe politique, le CLP. La grève – je m'attendais que tout le monde en parlerait – y est superbement ignorée. Je sentis le début de la fin de la phase groupusculaire : les pouvoirs individuels commençaient à prendre plus de place que le mouvement des travailleurs. Je vois clairement que je n'ai plus rien à apprendre dans ces groupes. Je sentais que j'étais désormais porteur d'une ligne politique qui n'avait pas grand-chose de commun avec la gauche de l'époque, que pour moi les groupuscules politiques étaient devenus trop étroits.

Eric

Seule une personne, Eric, prit acte de l'importance du mouvement. C'est là que commença une longue collaboration. Son implantation quasi historique dans la gauche communiste de Genève m'aida à garder contact avec « le milieu ».

Eric était un vrai intellectuel de gauche, de plus de souche ouvrière. Son père était un travailleur manuel, membre fidèle du PdT. On sentait chez Eric une forte détermination, mais aussi un profond attachement aux institutions de la gauche. Il était tout comme moi en désaccord de plus en plus marqué avec le CLP. Il voyait sa dégénérescence. Tout y était limité à des manœuvres tactiques pour le pouvoir sur le groupe. Je sentais qu'Eric était prêt à vivre la pire traversée du désert, pourvu que la cause avance. Tout comme moi, il était bien implanté dans son milieu professionnel et son syndicat, et il sentait qu'une clarification idéologique dans l'ensemble de la gauche serait nécessaire.

Il avait lui aussi déjà prouvé sa capacité de mobiliser « les masses ». Je me rappelle d'un genre de festival anti-impérialiste qui

rassembla plusieurs milliers de personnes. Il en avait été l'inspirateur. Nous décidâmes de nous rencontrer régulièrement à la fois pour discuter de théorie et pour coordonner nos actions. Nous n'avons pas cessé de nous rencontrer et nous avons vite pu nous rendre compte que notre collaboration était féconde. Plusieurs documents communs et plusieurs prises de position à des moments importants en témoignent.

Le mouvement s'étend et gagne

Comme décidé, la grève dura 3 jours : « On a décidé trois jours, on arrête donc après trois jours » pensai-je. Pour moi l'essentiel était que la reprise du travail se fasse dans l'unité.

Le mercredi matin le courant social-démocrate plaida pour une reprise immédiate du travail. « A quoi bon attendre encore un jour, on a montré notre force » disait-il. L'extrême gauche plaida pour une continuation de la grève. « Le mouvement est lancé, il faut aller jusqu'au bout » argumenta-t-elle. Aller dans le sens de la social-démocratie aurait été un signal de déliquescence du mouvement, aller dans le sens de l'extrême gauche aurait été sa division. L'assemblée décida de reprendre le travail jeudi matin à 6 heures, comme convenu. Le mouvement en sortit ni déliquescant, ni divisé, mais uni.

La section syndicale vaudoise de la FST – le même syndicat – décida le mercredi soir de débrayer deux heures le vendredi 22 avril. Le mouvement fut également un succès. C'était un gage que le mouvement s'étendait, une pierre supplémentaire dans le rapport de force.

Le samedi 23 avril 1977, les négociations aboutirent. Nous obtenions la diminution du temps de travail à 40 heures, une heure tout de suite, une heure en 78, une heure en 79. Les travailleurs auxiliaires entraient progressivement, sur les 3 ans de validité du contrat, dans le contrat des professionnels.

Une partie de l'extrême gauche appela à voter non au résultat : « C'est une défaite, il faut exiger les 40 heures pour tout de suite, refuser l'échelonnement. » Certains trotskistes allèrent jusqu'à imputer « au corporatisme de la grève des typographes » une partie de l'échec de l'initiative fédérale pour les 40 heures, qui fut massivement rejetée.

Jusqu'à cette grève je pensais que cette lutte était une pratique révolutionnaire. Je commençai à déchanter. Malgré la joie bien réelle d'avoir obtenu une victoire couronnant un long processus de mobilisation, le jeudi matin, en retournant travailler, je constatai : « Il n'y a finalement pas grand-chose qui change. »

Pourquoi ne me satisfaisais-je pas de la victoire ? Alors que tout le monde disait qu'il fallait continuer à pousser les revendications et forcer l'évolution du système, la question qui s'imposait à moi était plutôt « comment sortir du système ? »

Le rapport aux travailleurs, une question d'honnêteté

Le fait que le Comité du syndicat aille jusqu'au bout de la démarche initiée par la pétition a surpris plus d'un travailleur. Ils avaient l'habitude des fins en queue de poisson. En allant jusqu'à la grève nous montrions que nous prenions au sérieux l'engagement pris par ceux qui, dix-huit mois plus tôt, avaient signé la pétition. « Ce qu'on propose et qui est adopté, on le fait » était un pas indispensable vers la crédibilité. Comme comité de section nous montrions que notre proposition de pétition était sérieuse et le groupe de base était un garant solide. Basé sur l'honnêteté ce type de rapport est essentiel pour la réussite d'un mouvement. Si le comité du syndicat en venait à changer sa position, ce qui pouvait arriver, il devait en expliquer les raisons. Si les décisions ne sont pas appliquées sans explication crédible, toute l'organisation des travailleurs est foutue.

Cent fois j'ai entendu dire : « Si on dit oui avec Tirefort, il ira jusqu'au bout ».

« Tous sur le pont ! » c'est le cri de ralliement des travailleurs lorsqu'ils décident d'une action.

Ils ont conscience que si 90% des concernés restent au fond de la cale pendant que quelques élus décident, c'est foutu. On tombe dans un rapport de délégation. Le mot d'ordre devient alors : « Faites au mieux, nous on se débranche ».

Les travailleurs avaient l'habitude que le Comité syndical ne fasse finalement que ce qu'il veut, qu'il décide en fin de compte par-dessus la tête des travailleurs censés pourtant le mandater. Cela conduit à l'indifférence. Par contre, si le Comité montre qu'il prend

les avis des travailleurs au sérieux, ceux-ci se sentent alors impliqués, autant dans les risques d'échecs que dans les succès.

Au lendemain des assemblées d'entreprise que nous organisions régulièrement pour préparer les assemblées générales, les discussions allaient bon train. Il fallait prendre position pour l'assemblée générale. Pour cela il fallait se prendre soi-même au sérieux. Chacun sent le lien entre sa prise de position et ses conséquences, les actes qui devaient s'ensuivre. Cela montre l'importance et le sérieux de la parole donnée.

C'est l'inverse de ce qui se passe dans le capitalisme. Là, la parole n'est que propagande, elle n'est que publicité. Il s'agit uniquement de lancer des mots-clés qui réunissent un pseudo consensus. Le but est de « gagner des gens », leur imposer une vérité qui n'est pas la leur. Il n'y a pas la moindre attente d'un retour, d'une discussion. En comparant cela avec les discussions dans les entreprises je fis un premier pas vers une relativisation des débats au sein de la gauche. Non seulement ils me paraissaient abstraits, mais de plus irréels, ils ne touchaient pas les vrais problèmes.

Il faut insister : l'honnêteté est le fil conducteur de toute réflexion théorique sérieuse.

C'est elle qui donne l'efficacité au va-et-vient entre les moments de construction de la stratégie et ceux de la vérification. Nous avons lancé la pétition sur les 40 heures suite à une évaluation stratégique. Ce qui s'ensuivit, notamment les assemblées d'entreprise, les assemblées généralement massivement fréquentées, a, à chaque étape, permis de vérifier la pertinence de cette stratégie.

Le moment théorique vise à rendre visible ce qui se passe réellement chez les travailleurs, ce que « la croûte pourrie » du capitalisme cache. Le moment de la vérification montre si nous avons transpercé la croûte et si nous montrons le réel qu'elle cache. Ce n'est qu'à ce prix que les travailleurs deviennent agissants.

Après l'action et la victoire, la réflexion

Ça a été une victoire marquante. Tout le monde voulait faire la même chose. Les syndicalistes suisses allemands proposèrent les 35 heures tout de suite. Les gauchistes à Genève commençaient à théoriser que

seule « une diminution radicale (à 25 heures) du temps de travail » avait un sens anticapitaliste.

J'étais devenu une sorte de vedette dans les milieux combatifs des syndicats. Quant à moi je constatai que les rapports de travail dans l'entreprise n'avaient pas changé, et que plus ou moins d'heures de travail par semaine n'était qu'une question de quantité, pas de qualité. Les patrons avaient momentanément reculé sur un aspect de leur domination, sa durée. Mais la domination était toujours là. Je sentais qu'elle irait en s'alourdissant.

Tout miser sur le temps de travail était boiteux. Pouvait-on imaginer une société où on ne travaille que 3 heures par jour, voire moins, « qui travaillera alors pour nous ? » Dilemme cornélien. C'était pour moi clair que dans le cadre de l'emploi capitaliste, gagner 3 heures par semaine était un gain substantiel. Comme le gain était échelonné sur trois ans, chaque année amenant une diminution d'une heure, les travailleurs voyaient chaque année concrètement l'avantage obtenu. Chaque heure gagnée était vue comme un juste retour sur les gains de productivité.

Ce n'était pas l'opinion des gauchistes. Selon eux, si une lutte est gagnante, c'est que les concessions obtenues ne sont faites que pour dominer encore plus le travail.

Je donnai tout de suite raison aux travailleurs : la productivité augmentait très vite, mais les patrons ne liaient plus les salaires au travail. C'est le profit qui était devenu leur motif exclusif. Et la question surgit pour moi : « N'y a-t-il pas une contradiction à utiliser les gains de productivité pour diminuer le temps de travail ? C'est-à-dire finalement à gagner ces gains de productivité pour ne pas les utiliser ? » Je pouvais le voir, le lire et l'entendre partout, les besoins, en tout cas ceux des travailleurs, étaient loin d'être satisfaits.

Cette question en amenait une autre : qu'est-ce que le travail ? Pour quels besoins sociaux travaillons-nous ? Ne voir que les besoins individuels est une illusion : nous sommes tous impliqués dans le fonctionnement social, de celui-ci dépend la satisfaction de nos besoins. Le temps de travail ne devrait-il pas dépendre avant tout des besoins socialement déterminés ? Si oui, pourquoi voir l'augmentation de la productivité comme devant ipso facto être reportée sur une diminution du temps de travail ?

Cette façon de voir évitait la confrontation avec une contradiction réelle. En effet, si « avoir du travail », donc un emploi, n'est pas déterminé par les besoins sociaux, mais par le profit, autant y échapper le plus possible. Mais lutter pour diminuer le temps de travail en le déliant des besoins réels, n'est-ce pas accepter la soumission au travail tel qu'il est aujourd'hui ? N'est-ce pas implicitement admettre que seule cette forme est possible ? Ceux qui veulent lutter pour les 25 heures ne sont-ils pas à la fois en train de critiquer le système et de l'adorer ? En essayant de prouver qu'il peut tout, le meilleur et le pire, ne sont-ils pas en train de prouver que le capitalisme peut être le pire, mais qu'il pourrait être le meilleur, que les travailleurs pourraient y trouver leur compte ?

Deux slogans phares de Mai 68 peu appréciés par les travailleurs me revenaient souvent en mémoire : « Métro-boulot-dodo » et « Sous les pavés la plage. » Nous y percevions une forme de mépris à notre égard et à l'égard du travail.

Opposer plage et oisiveté au travail, même sous sa forme d'emploi capitaliste, n'est-ce pas là un resurgissement du mépris des classes dominantes pour le travail ? Et qui assurera la production ?

J'en étais de plus en plus conscient, l'enjeu n'était pas d'échapper à la production. Il faut produire une autre société qui n'échappera pas plus au travail que la présente, en bref il s'agit surtout d'être égaux dans l'acte productif, et non d'y échapper. Je sentais fortement qu'autrement il y aurait reconduction d'une société de classe, sous d'autres égides.

Toujours chercher plus loin

Ces réflexions ne s'imposaient pas en moi pour expliquer une défaite, elles venaient au lendemain d'une incontestable victoire. Et ce qui arrivait sur le tapis n'était pas un jugement négatif sur notre victoire, mais la recherche d'autres objectifs de lutte.

Alors que tout le monde tentait de s'approprier les mérites de la victoire, j'en cherchais les limites et les contradictions. Je commençais à voir qu'avec ce type de lutte, limitée à la réforme d'un système jugé incontestable, on allait droit dans le mur, que le syndicalisme s'y briserait. La question que je me posais devenait « qu'est-ce que le travail dans son essence, au-delà de sa forme

capitaliste, que signifie son passage apparemment obligé par le capital ? » Celui-ci est-il vraiment le seul capable de valoriser le travail ?

Sans encore être capable de vraiment le théoriser, je sentais que les réformes sont finalement autant d'éléments qui finissent par pacifier les travailleurs. Elles corroboraient ce qui se disait sur le capitalisme comparé au communisme : il est souple et flexible, capable d'absorber toutes les contradictions. Quant à eux, les travailleurs avaient jusqu'alors pensé que leurs luttes rognaien chaque fois un peu du gâteau, qu'elles contraignaient au partage.

L'idée avancée par Marx revenait obsédante : capitalisme et salariat seraient en symbiose, le premier ne disparaîtra qu'avec la disparition du second. Elle ouvrait sur une question qui restait sans réponse : comment faire alors pour que les travailleurs travaillent « volontairement » ? Vont-ils tous être nourris et logés, c'est-à-dire vont-ils tous puiser dans ce qui est produit (« par qui ? » était ma question) sans avoir besoin de travailler eux-mêmes ? Ou alors la contrainte, voire la violence, sera-t-elle encore plus forte que sous le salariat ?

Les expériences ayant tenté d'instituer une société sans argent avaient toutes fait long feu, voire, comme au Cambodge, s'étaient terminées sous la fêrule d'une impitoyable dictature. Comment pourrais-je participer aux choix de production sans salaire ? Dans les pays de l'Est les travailleurs ont des salaires assurés, mais, faute d'une production adéquate, ils font la queue devant les magasins.

Ces questions m'obsédaient, mais elles ne préoccupaient pas la gauche. Pour elle, il suffisait de maintenir le « niveau des luttes », celles-ci mèneraient là où il fallait aller. En attendant d'être capable de penser mieux, je m'efforçais de participer à ce maintien.

Les trous théoriques

A cette époque le communisme était un donné d'avance, un système clé en main qu'il ne fallait pas discuter. Cette vision aveugle du communisme, malgré toutes les critiques, dominait en même temps qu'elle obstruait notre horizon stratégique. Notre opposition se résumait dans notre refus de la social-démocratie, de la Paix du Travail et de la « ligne de Moscou ». Il nous semblait que le communisme gagnait du

terrain ; avec la Chine et les luttes de libération partout dans le Tiers-monde, il triomphait pratiquement dans la moitié de la planète. La déstalinisation khrouchtchévienne nous faisait espérer que les « erreurs » allaient être surmontées. Ce qui provoquait les doutes des travailleurs, ce n'est pas tellement Soljenitsyne, c'est que le niveau de vie des travailleurs à l'Est ne rejoignait pas le niveau de ceux de l'Ouest.

La victoire des 40 heures semblait démontrer que le capitalisme était plus à même d'absorber les revendications des travailleurs que le communisme. Est-ce à dire que Bernstein avait raison contre Lénine, lui qui estimait que réforme après réforme le capitalisme allait s'humaniser ? Je ne le croyais pas. J'étais absolument convaincu de l'antagonisme entre le capital et le travail, mais à ce moment je ne pouvais pas encore le théoriser : les éléments sur le travail me manquaient. Le contraste entre l'échec du communisme, incapable de convaincre les travailleurs, qui s'opposait à la relative souplesse du capitalisme, accentuait mon vide théorique.

Ce vide me travaillait. J'ai toujours eu le sentiment que je pouvais plus que ce que ma situation d'ouvrier semblait autoriser. Est-ce pour cela que, bien que ma scolarité ait été réduite à 6 ans de scolarité obligatoire, mettre Marx en question me semblait tout naturel ? Je n'avais pas un respect illimité pour ce qui est établi, et, à sa manière, Marx me semblait aussi faire partie de la culture établie. Un exemple, l'idée que la mainmise du capital sur le travail dynamisait les forces productives m'apparaissait de plus en plus comme très questionnable.

Beaucoup de gens acceptaient par contre les trous théoriques comme des fatalités, comme s'ils faisaient partie de la condition humaine. Souvent les gens en ont l'intuition, mais ils ne cherchent pas à les cerner, ils ne cherchent pas de clarification. Les questions sans réponse continuent alors à hanter les esprits, comme en coulisse. Pour moi le constat des trous théoriques était une chance, il me permettait de réfléchir en partant de quelque chose, en repérant où se trouvaient les vides, et de prendre chaque question pour elle-même, une à une, avant de les mettre en relation.

A propos du processus de connaissance

Au début, je parlais de mon implication concrète dans les relations sociales, notamment au travail.

La question pourquoi ceci plutôt que cela surgit très vite. Elle apparaît lorsque je réfléchis à l'interaction entre mon personnage comme individu confronté à de nombreuses contradictions, et ce qui, depuis la grève des 40 heures, était désormais une implication sociale qui imprègnerait toute ma vie. Quel sens a cette implication ? Je savais qu'elle me donnait une position stratégique, à la fois dans la pratique et dans la théorie.

Mes façons de répondre aux sollicitations de mon environnement m'interpellent souvent. Comment suis-je, ou que suis-je dans le tout ? J'avais parfois la conscience d'être l'instrument d'une perception sociale particulière. Cette position, je ne l'assumais pas comme tout le monde.

La démarche abstraite, « intellectualisante », ramène tout à l'individu, l'ego. Pourquoi je fais cela ? Cela revient à se mettre en scène comme individu, si possible en vedette. Si on ne se regarde pas dans son interaction sociale, avec la distance que donne cette interaction, toute possibilité de relativiser son ego disparaît. Cet ego est d'ailleurs une caractéristique du système, celui-ci ramène tout à la dimension individuelle, le social est escamoté.

Chaque capitaliste n'agit que pour lui-même, en fonction de ses intérêts propres, et non pas en fonction de son être social et de sa place dans le jeu social. Je compris que je n'étais pas dans cette position, que le fonctionnement social, et mon rapport d'individu à lui, ne résultait pas de mes actions individuelles, mais que celles-ci en faisaient partie. « J'échange avant tout ce que je suis, pas seulement ce que je donne... ce que je donne est subsidiaire » me disais-je souvent. Je rentre dans la société comme je suis, pas comme on m'a fait. C'était mon vœu premier, cela me guida dans mes actions.

J'étais désormais impliqué dans le monde syndical. Mais un pressentiment prit forme dès les années 80 : tout ce que font les syndicats, aussi respectable que ce soit, est voué à l'échec. Lorsqu'ils obtenaient quelque chose, le système en sortait vainqueur, il montrait sa perméabilité aux doléances sociales. Et lorsqu'ils n'obtenaient

rien, le système montrait sa force et sa rigueur, les syndicats leur faiblesse. Ce constat fut le début d'une longue traversée du désert.

J'essayais parfois de poser le problème dans le syndicat. Je ne rencontrais qu'incrédulité. « Toi qui a mieux réussi que tout le monde dans tes luttes ! » A chaque action aboutissant à une défaite, le syndicat tirait un bilan positif. « Nous nous sommes bien battus, la mobilisation était bonne » concluait-il.

Cela suffisait à son bonheur. Lorsque je constatais que le résultat était mauvais, qu'il fallait donc poser la bonne question : « L'action était-elle elle-même juste, nous rapproche-t-elle de notre but, la conscience que le système est mauvais ? » La réponse était toujours la même : « Tu nous terrorises, tu es démobilisateur, tu es défaitiste. »

A cette époque je formulais tout sous forme de questions, et les constats étaient cruels, ils ne donnaient pas de réponse. La question de base tournait autour du travail. Il m'a fallu trente ans pour formuler le bon constat : nous confondons toujours le travail avec l'emploi capitaliste, nous vivons dans une ambivalence fondamentale entre ces deux notions.

Ce n'est que tout récemment que je suis parvenu à montrer clairement le fossé contenu dans cette distinction, un fossé qui sépare deux mondes : premièrement le nôtre, le monde encore à faire, où le travail sera enfin pris pour ce qu'il est, une faculté portée par chaque individu. Les travailleurs savent très bien que c'est grâce à cette faculté que les choses, ce qui fait la société, existent, elles sont produites. Deuxièmement le monde concret, d'aujourd'hui, où le travail est réduit à l'emploi capitaliste, un rapport au travail qui n'a qu'un but : le profit.

Cette situation d'ambivalence entre travail et emploi capitaliste, nous la vivons tous les jours.

Certains l'acceptent sans se poser de question. Lorsque le doute survient, au début subrepticement, il est le plus souvent repoussé. C'est une erreur, il faut qu'il s'exprime, parce que c'est à partir de lui que se construira l'autre monde. Celui-ci s'impose d'abord dans nos têtes, sous forme d'idées nouvelles, et cela mène à une autre façon de penser. Mais voilà, les doutes restent la plupart du temps à l'état de malaise, de mal de vivre, non clarifiés ils aboutissent au refus de

penser. Les gens s'habituent alors à repousser leurs doutes, ils préfèrent garder leurs certitudes. Ceux qui tentent de préciser les raisons de douter dérangent. Ils se font rapidement réduire au silence, ou pire, ils ne sont pas entendus.

« Notre travail est ce qui permet la vie de la société » me disais-je toujours. Mais je n'avais pas encore la capacité critique suffisante pour comprendre que les conditions sociales de cette réalité n'étaient pas données d'avance, l'organisation des hommes n'était pas un don de la nature, mais une de leur création. Je pensais souvent : « Faut-il vraiment que les travailleurs soient tous des damnés ? »

Mais cette pensée restait comme suspendue, sans racine, non intégrée dans un tout cohérent. Je la pensais mais je ne la comprenais pas. En réfléchissant je voyais bien que :

Premièrement, je posais déjà les termes des problèmes ; je thématissais donc, au sens de « me » poser les vraies questions. Mais énumérer des problèmes, en faire une liste, ce n'est pas encore les comprendre, encore moins en faire un tout cohérent. Pour cela il fallait « plus », quelque chose que je n'avais pas encore.

Deuxièmement, j'avais remarqué que les théorisations à disposition, parfois y compris celles de Marx, ne jouaient pas avec le vécu.

Troisièmement, je sentais fortement le vide théorique, mais je ne pouvais l'exprimer.

Ce qui me surprenait, c'est que cela ne semblait gêner personne.

FIN

Postface

« Troisièmement, je sentais fortement le vide théorique, mais je ne pouvais l'exprimer. Ce qui me surprenait, c'est que cela ne semblait gêner personne. »

Sur cette question - tellement actuelle ! - se termine ce récit. (Il a été relu et corrigé par Christian.)

Il est inachevé. À nous de jouer, donc. Mais nous ne publions pas ce récit pour revenir sur des histoires passées, ni pour encenser une personne. Ce serait aux antipodes de la vie de Christian. Le flambeau qu'il a contribué à allumer, nous le reprenons aujourd'hui dans nos mains :

Notre TRAVAIL, ce que nous faisons les uns pour les autres, est le ferment de nos liens sociaux. Nous borner à défendre le travail au sein des liens sociaux capitalistes est voué aux défaites.

Bien sûr, la victoire des 40 heures, c'était bon à prendre.

Christian, et bien d'autres, nous montrent que le vrai enjeu est ailleurs : « RETROUVER LE TRAVAIL ». Comme il l'a dit lui-même.

*Mes remerciements à Monique Jäggi et Nicolas Wirz
pour leur précieuse coopération.
Sans leur aide je n'aurais jamais pu achever ce texte.*

Un premier tirage de 50 exemplaires A4 et de 50 exemplaires A5 respectivement les 22 et 23 décembre 2022 est pris en charge par la section syndicom Genève-La Côte qui, en remerciant Nicolas Wirz de l'avoir fait connaître, en publie le .PDF à cette adresse <https://www.asro1918.org/spip.php?article150>

Il sera également lisible sur le site web créé par Christian Tirefort et Eric Decarro <https://travail-et-salariat.org>.

Ce qrCode permet d'effectuer un versement pour en financer l'hébergement et pérenniser la publication son contenu.

